



LES GUERILLAS AUX PHILIPPINES :

Les guérillas, un prélude à la guerre civile ou un outil des minorités à des fins politiques ?

Mémoire de géopolitique

Du lieutenant-colonel José GUIRAO

Dans le cadre du séminaire « Asie du sud-est et extrême Orient ».

Directeur : M. DUSO-BAUDUIN Stephen

Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Les guérillas aux Philippines : *Les guérillas, un prélude à la guerre civile ou un outil des minorités à des fins politiques ?*
2. 2007-mémoire-géop-les guérillas Philippines-GUIRAO
3. Lieutenant-colonel, armée de l' Air, GUIRAO José, France
4. Mars 2007
5. Division C – groupe C5
6. Mémoire de géopolitique
7. L'Asie du sud-est a connu et connaît de nombreuses guérillas. Les Philippines, avec son histoire coloniale espagnole puis américaine, ont une situation particulière dans les pays asiatiques. Son histoire récente est riche en luttes de contestations qui se sont matérialisées par des guérillas. Luttes révolutionnaires ou indépendantistes, le contexte géographique, économique, ethnique et politique a été favorable à leurs existences. À la fin des années 90, la profondeur des malaises et la violence chronique, qui se manifestait, ont conduit des analystes à prédire pour ce pays une guerre civile. Dix ans après, la situation n'est pas totalement stable, mais la guérilla a conduit les opposants à la table des négociations. Si la guerre est la continuation de la politique par un autre moyen, la guérilla aux Philippines est le moyen pour des courants minoritaires de porter leur projet politique.
8. Guérilla, Philippines, lutte révolutionnaire, Huk, NAP, MILF.

LES GUERILLAS AUX PHILIPPINES :

Les guérillas, un prélude à la guerre civile ou un outil des minorités à des fins politiques ?

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : LA THEORIE DES GUERILLAS

Petite histoire de la guérilla

Les bases de la guérilla

L'art de la guérilla

DEUXIÈME PARTIE : LES PHILIPPINES ET LA GUERILLA

Un pays propice à la rébellion armée

L'échec emblématique des Huks

Une lutte révolutionnaire : la plus ancienne guérilla

Le mouvement indépendantiste musulman

Introduction

Même si les théoriciens Clausewitz et Jomini, ont traité de la théorie des stratégies de la guérilla, ils ne la considéraient que comme un outil complémentaire de la guerre, dans sa définition générale. Au cours du XI^e siècle, l'Afrique et l'Asie ont été les principaux théâtres de développement de ce type d'affrontement dans une lutte indépendantiste des nations contre les états impériaux. Les pays occidentaux ne s'intéressent que peu à cette petite guerre. L'Asie, et en particulier de la Chine, a donné toute son ampleur politique à l'utilisation de la guérilla. Mao Tse Tung, au travers de ses écrits, fait de la guerre révolutionnaire un véritable moyen militaire. L'Asie du sud-est, de l'après seconde guerre mondiale est riche d'expériences en guérilla et lutte révolutionnaire. Le potentiel opérationnel obtenu à partir de la pratique de la tactique de la guérilla a prouvé qu'elle est bien plus qu'un unique outil complémentaire de la guerre régulière. Guerre révolutionnaire, lutte de partisans, résistance armée à l'envahisseur, ou mouvement indépendantiste national, ethnique ou religieux, toutes ces luttes ont mis en œuvre la technique de guérilla avec des succès et de défaites. En Asie du sud-est, lors de la lutte antijaponaise de la seconde guerre mondiale, les puissances coloniales ont soutenu ces guerres de partisans qui visaient à expulser l'envahisseur. Puis le vent de la libération anticoloniale a soufflé sur ces pays et ces rebelles qui s'étaient aguerris aux techniques de la guérilla. La lutte révolutionnaire, alimentée par le symbole maoïste et vietnamien, a contribué à alimenter des foyers de révolte. Enfin le réveil religieux musulman s'appuyant sur un entrecroisement complexe d'ethnies et de jeunes nations, a donné l'impulsion à des luttes autonomistes.

Dans ce paysage asiatique, les Philippines ont la particularité d'être à la croisée de plusieurs cultures. Ce pays a un long passé colonial qui a marqué sa culture. Sa configuration géographique, ethnique, politique et économique présente un environnement qui a favorisé l'expression des guérillas. Les guérillas issues de la lutte japonaise, de la lutte révolutionnaire et de la lutte ethnico religieuse d'indépendance, représentent une photographie de l'histoire des guérillas aux Philippines depuis 1945. La quasi-permanence de rébellions depuis la seconde guerre mondiale et les faiblesses du pouvoir sont des critères qui ont conduit Gérard Chaliand à craindre que les guérillas conduisent ce pays à la guerre civile.

L'étude du cas philippin, illustre la nécessité pour les guérillas de porter un projet politique. Ce but politique constitue la finalité de la lutte et guide les leaders vers les compromis lorsque la victoire militaire totale n'est manifestement pas du domaine du possible.

Dans un premier temps, une approche de la théorie des guérillas permet de mieux comprendre les principes qui prévalent à son développement et les spécificités stratégiques et tactiques qu'il convient de mettre en œuvre. Puis la confrontation de ces théories au cas des Philippines éclaire l'histoire des trois guérillas marquantes de ce pays.

1 La théorie des Guérillas

1.1 Petite histoire de la guérilla

Le 2 mai 1808, les habitants de Madrid se soulèvent contre l'occupant français. L'expression guérilla (en espagnole, petite guerre) est née de l'insurrection soudaine du peuple espagnol contre les troupes françaises d'occupation. Ce terme fut inventé pour qualifier les attaques surprises des combattants de l'ombre, sans uniforme et sans code d'honneur, qui ne laissent aucune chance aux groupes de soldats isolés. La petite guerre fut en premier lieu décrite et conceptualisée par les théoriciens du XVIII^{ème} siècle. Beaucoup d'écrits du XVIII^{ème} et du début de XIX^{ème} portent sur la petite guerre, traitant d'une action de complément à la manœuvre principale. Il faut attendre les écrits de Jean-Frédéric-Auguste Le Mièrre de Corvey, *Des Partisans et des corps irréguliers* (1823), pour que la guérilla soit prise comme un tout qui n'a pas besoin de la grande guerre pour conduire à la défaite de l'ennemi. Inspirés par le modèle espagnol, les Italiens en lutte pour l'indépendance de leur pays porteront un intérêt marqué pour la guerre de partisans. De même que les Polonais qui vécurent de nombreux soulèvements entre 1830 et 1864. Mais, en Europe, les écrits sur ce principe de guerre restent secondaires dans les publications même si les différentes guerres alimentent le sujet. Les luttes d'indépendances anticolonialistes en Asie et en Afrique seront les principaux théâtres d'expression de la guérilla. En particuliers les Britanniques sont confrontés à des groupes de guérillas très actifs en Birmanie et notamment contre les Kachins. Au début du XX^{ème} siècle, cette technique de guerre ne retient que très peu l'attention des stratèges militaires tournés vers une logique d'affrontement plus massif. Après la première guerre mondiale, les récits du colonel T.E. Lawrence sur les résistances dans la péninsule Arabique et du colonel von Lettow-Vorbeck qui anima une résistance dans le Tanganyika n'éveillèrent pas l'intérêt des états-majors. Le succès de librairie des livres du colonel T.E. Lawrence est sans rapport avec le faible attrait de ses théories pour le milieu militaire. Mais en Orient, à la veille de la seconde guerre mondiale, Mao Tse Tung développait avec une grande précision la théorie de la guérilla qu'il améliora au fil de ses campagnes avec l'armée rouge. La réussite de son mouvement révolutionnaire va marquer tous les esprits asiatiques désireux de s'avancer dans une lutte armée de libération. Il devient un modèle pour de nombreuses guérillas asiatiques. Car au-delà de l'emploi de la guérilla comme une technique de combat, il a développé son utilisation en tant qu'outil politique. La guerre révolutionnaire rend possible la rébellion des classes paysannes. Les guérillas vont se multiplier dans le monde avec deux zones principales d'activité, l'Amérique latine et l'Asie. L'invasion japonaise dans les pays d'Asie est à l'origine de nombreux mouvements de résistances. Ces mouvements reçoivent parfois le soutien des nations occidentales, comme en Birmanie où les Britanniques forment et arment les résistants. À l'issue de la seconde guerre mondiale, l'affaiblissement des puissances coloniales et la montée de la notion de nationalisme créent le terreau favorable à la multiplication des guérillas de libération dans toute l'Asie. Pour la première fois les forces armées occidentales, mieux équipées et en supériorité numérique, seront mises en échec par des guérilleros organisés et déterminés.

Les tactiques employées par la guérilla ont toujours existé mais l'emploi de ce principe comme moyen pour atteindre des objectifs politiques est le fait des luttes du XXème siècle. Pour prendre naissance et atteindre une maturité qui lui assurera la victoire, la guérilla doit bénéficier d'un environnement favorable.

1.2 Les bases de la guérilla

Pour voir naître une guérilla, l'accumulation de facteurs sociaux, politiques et économiques doit être réunis. Il n'existe pas une combinaison unique qui suffit à générer une insurrection armée ou une certitude de déclencher une guérilla dans une configuration donnée. Cependant il est possible aux vues des quarante dernières années d'identifier des contextes favorables au développement d'une guérilla. En cas d'oppression étrangère ou de pouvoir dictatorial, les conditions sont d'autant plus favorables que la pression exercée sur le peuple est forte. Dans un contexte de faible développement et de situation économiques difficile, le mécontentement touche les masses paysannes. Dans le cas de pays subissant la colonisation, un fort sentiment d'humiliation et d'infériorisation se développe dans les élites moyennes. L'origine de la contestation prend forme essentiellement dans les villes et le monde paysans à des préoccupations premières éloignées de ces considérations. Les leaders de ces mouvements soutiennent la notion de nationalisme, parfois acquise lors de leur formation en Occident. Ce même sentiment nationaliste associé à l'idéologie communiste est à l'origine de la lutte révolutionnaire, dont Mao est le premier à l'avoir mise en œuvre avec une stratégie incluant la guérilla. La guerre révolutionnaire combat autant l'opresseur étranger que le gouvernement national impérialiste. La dictature ou la faiblesse excessive d'un gouvernement, le tout combiné avec une situation nationale économique exsangue, crée un fort degré de mécontentement qui conduit souvent à l'insurrection. La pression ressentie est à un moment donné jugée inacceptable et insupportable. Cette injustice prend parfois l'apparence d'oppression ethnique ou religieuse. Un « point de rupture » est atteint qui marque le passage à la lutte armée.

Le terme de guérilla recouvre des réalités très différenciées. Selon le contexte ou le contenu idéologique, on peut en esquisser une typologie :

- Mouvements de libération luttant contre une puissance coloniale ou un occupant étranger,
- Mouvements révolutionnaires en pays indépendant fondés sur des revendications sociales (ou religieuses),
- Mouvements minoritaires, ethniques et/ou religieux à volonté sécessionniste ou à revendication d'autonomie.

Selon Gérard Chaliand, les chances de réussites de ces mouvements ne sont pas égales¹. Mais de toutes les analyses des guérillas passées, il apparaît qu'une condition nécessaire essentielle à la réussite d'une rébellion armée (même si cette condition n'est pas suffisante) réside dans le soutien des populations.

Motivé par un mécontentement lié à l'oppression, ethnique, religieuse ou étrangère, le recours à la lutte armée doit reposer essentiellement sur l'adhésion d'une partie de la population. Sans le support populaire, rurale bien souvent ou urbain, la guérilla ne trouve pas le moyen de survivre. Le peuple assure la protection dans la clandestinité des guérilleros, en particulier dans les camps installés dans la montagne et la forêt. Il assure le renseignement essentiel pour se prémunir des actions gouvernementales et pour la planification des coups de forces. Nous verrons plus tard que l'accès au renseignement est un critère stratégique pour l'art de la guérilla. Le critère de participation de la population, en particulier des paysans, est primordial dans le cas d'une guerre révolutionnaire. Il permet au mouvement de mettre en œuvre son infrastructure politique clandestine qui est relayée par les cadres moyens. À cette fin, le mouvement rebelle doit veiller à porter une attention particulière à cette dernière en ne commettant pas de destruction inutile, ni d'exactions qui décrédibiliseraient la rébellion.

Pour obtenir cette mobilisation populaire, la montée en puissance des mouvements politiques à l'origine de la lutte armée se fait par phase successive.

La première phase se constitue autour d'un noyau : un regroupement d'intellectuels ou de semis éduqués urbains. Ils se font porteurs d'un mécontentement et vont éveiller les consciences face à l'oppression. Ils sont rejoints de cadres moyens, qui sont la cheville ouvrière de diffusion de la pensée dans les masses populaires. L'organisation bâtie autour de ce noyau central rayonne, prend de la force avec le ralliement des nouveaux convaincus et renforce son principe d'organisation.

La phase suivante est plus délicate. Elle va appuyer le mouvement sur le soutien des masses. Cette opération de diffusion dans les masses nécessite beaucoup d'efforts et de prudence. Les termes politiques du projet doivent être rendu compréhensibles pour tous. Il faut endoctriner, convaincre, générer une émulation, une conviction, un esprit de sacrifice, aux prix de beaucoup de présence et par le choix de relais bien choisis. Il se pratique une éducation-politisation des populations. Mais toute cette opération doit rester clandestine, au risque d'être anéantie dans l'œuf. La difficulté consiste dans le paradoxe qu'il faut propager le mouvement mais sans que les correspondants des gouvernements ne l'apprennent, la clandestinité du mouvement populaire doit être assurée. Cette stratégie s'applique plus facilement face à un gouvernement impopulaire ou une présence étrangère que dans le cas d'une revendication d'une minorité. Durant cette phase de propagande, la recherche de soutien dans les classes politiques pays représente un objectif important.

Le rayonnement acquis ne suffit pas, il est nécessaire de créer une organisation suffisamment structurée et efficace pour assurer la direction de l'ensemble du mouvement de lutte armée et politique.

¹ Gérard Chaliand « stratégies de la guérilla », p 31

Naît sur un fond de profonde insatisfaction la guérilla s'est développée dans toutes les parties du monde au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle. La victoire a souvent été plus facile contre les puissances qui disposaient d'une opinion publique, sans doute plus facile à atteindre psychologiquement. En revanche contre les régimes dictatoriaux, la victoire militaire semble être la seule solution pour entraîner un renversement du pouvoir et assurer à la guérilla une prise de pouvoir politique. Mais les guérillas sont nombreuses et regroupent des luttes armées de multiples formes :

- « *Guerre populaire très sophistiquée,*
- *Luttes armées de libération nationales,*
- *Guérilla embryonnaire, parfois chroniques,*
- *Actions commando par des entités en exil,*
- *Luttes militaires impotentes réduites à des actions réduites à des opérations de terrorismes publicitaires. »¹*

Leur succès est fonction de critères de base mais aussi de la capacité de leurs dirigeants à mener une stratégie de guerre adaptée à l'objectif politique et aux spécificités de ce type de lutte armée.

1.3 L'art de la guérilla

Sun Tsu considère que le recours à la guerre est le dernier moyen pour obtenir la victoire. Une fois la lutte armée incontournable, elle doit se dérouler selon les critères suivants :

- dans les plus brefs délais,
- Au moindre mal et aux moindres frais en vies humaines,
- En infligeant à l'ennemi le moins de perte possible.

Ces principes s'appliquent fort mal à toutes les luttes armées qui sont caractérisées par leur rapport du faible au fort et que sont les guérillas. Les raisons essentielles de ce décalage sont dues aux caractéristiques qui sont les plus marquantes de la guérilla et qui doivent être prises en compte dans toute analyse :

- le rapport de force entre les adversaires est marqué par une opposition entre un fort et un faible,
- une guérilla oppose des forces qui combattent sur le territoire national : des forces de résistance opposées à un gouvernement critiqué ou un envahisseur.

Le maître à penser historique, qui fait référence dans tous les enseignements de stratégies, ce serait-il trompé ou ses théories sont-elles inadaptées aux particularités de la guérilla ?

Comme nous l'enseigne Mao Tse Tung, il faut savoir apprendre des enseignements passés mais ne pas croire qu'il suffit simplement de reproduire des schémas qui garantissent le succès. À la lecture des guérillas de ce siècle et des préceptes de référence, il semble possible de mettre en exergue certains

¹ Gérard Chaliand « stratégies de la guérilla », p28, 29

enseignements essentiels qui peuvent guider la réflexion sur les principes à adopter pour assurer une réussite optimale à une guérilla.

Si Sun Tzu, dans sa pensée sur l'art de la guerre, a émis des recommandations qui paraissent inadaptées à la pratique de la guérilla, il reste un penseur de référence et sa pensée influa directement les réflexions de Mao Tse Tung lors qu'il mena la guerre révolutionnaire en Chine, de même que sa lecture n'échappa pas à T.E.Lawrence dans sa lutte dans le désert.

La guerre étant la continuation de la politique par un autre moyen, il est primordial que l'ensemble de l'action agisse sur la volonté et la détermination de l'adversaire à poursuivre la lutte pour atteindre l'objectif final recherché. Selon Sun Tzu, le nombre n'est pas le seul facteur à prendre en compte pour obtenir la victoire et probablement sous l'influence des préceptes de Sun Tzu, Mao Tse Tung accordait une grande importance au moral de ses troupes : « *Il ne nous fallait pas uniquement dominer les esprits de nos hommes,... mais nous devrions aussi agir sur ceux de nos ennemis, ...en troisième lieu, nous devons toucher l'esprit de la nation.* »¹

L'aspect psychologique est un facteur déterminant. Il doit être une cible pour affaiblir la volonté de l'adversaire et le conduire à la défaite, d'autre part une attention particulière au sein de nos propres forces pour maintenir une volonté mobilisatrice auprès des combattants et des populations qui soutiennent notre action. À ces deux niveaux d'action, les forces amies et les forces ennemies, il convient de prendre en compte un troisième niveau, l'esprit de la nation et des populations. Ainsi selon Mao, bien que l'armée soit plus faible, elle disposait de deux atouts. Le premier est le soutien de populations dans les zones qu'elle maîtrisait. Le deuxième est la nature de la motivation de ses hommes qui se battaient pour leurs intérêts.

L'action sur le moral des troupes adverse se fait par une guerre de harcèlement et d'usure.

Le rapport du faible au fort nécessite que des principes particuliers soient mis en œuvre, ou adaptées, pour compenser les déséquilibres d'ordre numérique, financier ou technologique. La guérilla n'échappe pas à l'application de quelques grands principes stratégiques dont la maîtrise est déterminante pour un atteindre la victoire : « *Les principes sont des règles générales visant à ne pas subir la loi de l'ennemi et à s'assurer la supériorité sur le (ou les) point(s) choisi(s) par une action rapide et déterminée.* »². Ainsi les stratèges de la guérilla mettent en avant certains d'entre eux qui doivent primer dans les conditions si particulières de ce type de guerre.

L'utilisation de la mobilité comme principe essentiel dans la manœuvre de guérilla est un atout dans l'offensive et la défensive. La mobilité permet de modifier la perception du rapport de force selon Lawrence : « *5 fois plus mobile = 5 fois plus en nombre et le rapport espace/effectifs* ». L'utilisation de ce principe de mobilité en une démarche tactique, telle que l'appliquaient les rebelles contre les Turcs,

¹ T.E.LAWRENCE : « Guérilla dans le désert »

² Mr Coutau-Bégarie : « Traité de stratégie », p288

permet d'assurer un véritablement renversement du nombre. En effet, cette mobilité permet de mettre en œuvre deux principes essentiels que sont la liberté d'action et la concentration.

La liberté d'action qui est un présentée comme un refus de stratégie passive pour soi mais aussi une façon de l'imposer à l'adversaire : « *La plus longue défense passive possible -qui constitue la forme la plus coûteuse de toutes les guerres* »¹ -. Cette liberté d'action, que le spécialiste apprécie par-dessus tout selon Sun Tzu, offre un avantage en combinant la vitesse et le temps pour être capable de surgir aux endroits ou l'ennemi ne s'y attend pas. À partir de ce mouvement qui assure la surprise, il est possible de disposer d'une véritable concentration de force au lieu et à l'instant choisi. L'utilisation de la vitesse et du temps créent les conditions dans l'espace et dans le temps pour modifier de façon locale le rapport de force. Cette approche correspond en tout point au principe de la concentration des forces.

Ce principe, placé au-dessus de tout par Napoléon dans un contexte différent, dont une définition est « *ce principe commande de réunir le maximum des forces au point choisi de manière à disposer d'une masse de manœuvre ou de choc qui permettra de se trouver le plus fort au bon endroit et au bon moment* »² -. Dans le cas précis de la guérilla, la notion de « maximum de forces » ne signifie pas la totalité des forces de façon globale mais un principe de maximum obtenu dans une vision locale, qui est résumé par Mao Tse Tung selon le principe suivant : « *Notre stratégie est d'« un contre-dix » tandis que notre tactique est de « dix contre un ».* ». Contrairement au principe théorique qui pourrait tendre à opposer la notion de concentration à la notion de dispersion, la guérilla les combine dans une guerre de harcèlement où la mobilité conduit en des points choisis à assurer un renversement des forces. Ce renversement de forces offre la supériorité, comme le rappelle T.E. Lawrence en affirmant que « *ce qui importe, c'est de disposer de la supériorité à l'endroit critique et lors de l'attaque* ». Dans une lutte d'usure et dans un rapport de faible au fort, le chef de guérilla doit porter une attention particulière à respecter un principe d'économie de moyens et de forces. La mobilité est un outil pour obtenir la concentration qui conduit à un renversement de forces et fournit les conditions propices à l'économie des forces. Ainsi Mao Tse Tung, en étant très proche des textes de Sun Tsu conseille : « *La souplesse, dans la dispersion, dans la concentration et dans les déplacements est la manifestation concrète de l'initiative dans la guerre de guérilla, tandis que la rigidité et la veulerie mènent à une attitude passive et entraînent des pertes inutiles, inévitablement.* »³

Les conséquences des pertes sur un groupe de dimension réduite et aux moyens limités sont ressenties d'autant plus durement.

Le principe d'économie des forces se doit plus encore que pour d'autre lutte d'être appliquée, aussi bien aux forces qu'aux moyens. Ainsi Mao Tse Tung en faisait-il un des premiers principes : « *Le principe premier de toute opération militaire est de ménager ses forces et d'anéantir l'ennemi : or, pour atteindre ce but il est nécessaire d'éviter toute méthode passive et rigide.* »⁴. Ce principe qui semble être l'un des principes les moins fixés dans les théories des stratèges, selon M. Coutau-Bégarie s'apparente à une recherche d'adéquation entre les buts et les moyens. Le chef se doit d'analyser la

¹ Mao Tse Tung « Œuvres Choisies »

² Coutau-Bégarie : « traité de stratégie »

³ Mao Tse Tung « Œuvres Choisies »

⁴ Mao Tse Tung « Œuvres Choisies »

situation de l'adversaire pour en percevoir avec la plus grande exactitude possible tous les contours et les aspects. Cette démarche d'analyse doit nécessairement s'appuyer sur la connaissance de l'ennemi mais aussi de ses propres forces. Le renseignement est un outil essentiel sans lequel le chef n'est pas en mesure de connaître, ni de comprendre la situation adverse. T.E. Lawrence insiste particulièrement sur la nécessité du renseignement qui est « *la tête pensante du général* »¹ -. Dans la manœuvre la capacité à connaître l'ennemi, et par conséquent à détenir une capacité de renseignement est essentielle. Durant la guerre révolutionnaire chinoise, au cours de la cinquième campagne, les nationalistes coupèrent les communistes de leur source de renseignement en évacuant les paysans de la zone opérationnelle. De plus par une action coordonnée et en conservant le contact entre ces entités, les nationalistes ne permirent pas à leur adversaire de s'attaquer à des éléments isolés. Pour la première fois depuis le début de cette guerre, l'initiative avait été perdue par les forces révolutionnaires. Cet épisode fut longuement analysé par Mao et il en tira des conclusions qu'il mit en œuvre lors de la longue marche. La maîtrise du renseignement fournit une possibilité pour orienter ses forces et ses moyens vers une position de supériorité, ce que Sun Tsu affirmait ainsi : « *Si je suis capable de déterminer les dispositions de l'ennemi tout en dissimulant les miennes, dans ce cas, je peux me concentrer et lui dois se disperser.* ». Le renseignement contribue directement à l'application du principe d'économies des forces dans une démarche qui vise à ne s'engager dans une confrontation *qu'avec la certitude de son dénouement et sans obtenir une victoire* « à la Pyrrhus » : « *Tout d'abord, la victoire est impérative. Nous ne frappons que lorsque nous sommes sûrs que la situation de l'ennemi, le terrain et l'attitude de la population nous sont favorables et sont défavorables à l'ennemi.* »². Une analyse des données recueillies avec la prise en compte des paramètres d'environnement doit éclairer de façon juste les décisions. Cette démarche qui vise par la connaissance et l'analyse à prendre toutes les dispositions nécessaires pour réaliser une opération militaire sans être surpris est l'application du principe de sûreté. Mais le renseignement seul ne suffit pas pour déterminer la direction à donner à la manœuvre. La qualité du commandement est déterminante dans le succès d'une entreprise de guérilla, il faut « *avoir des chefs militaires capables au niveau local et aussi capables d'évoluer à des niveaux supérieurs* »³ - -. Bien souvent, la réussite de grandes luttes, s'appuyant sur les techniques de guérilla, repose sur la qualité exceptionnelle de celui qui dirige. De nombreuses guérillas dans le monde et au cours de l'histoire sont connues au travers du personnage emblématique de leur leader.

Il en est ainsi de :

- T.E. Lawrence qui dirigea durant la première guerre mondiale une guérilla de résistance contre les Turcs dans le désert Saoudien,
- Mao Tse Tung, dirigeant guerrier qui mena l'armée rouge à la victoire en Chine,
- Vo Nguyen Giap, ce général vietnamien qui démontra ses qualités de stratèges dans la guerre contre les Français en Indochine.

¹ T.E. LAWRENCE : « Guérilla dans le désert »

² Mao Tse Tung « la guerre révolutionnaire en Chine »

³ Idem note 2

Ces trois dirigeants n'ont mené toutes leurs campagnes qu'après une intense période de réflexion. Ils ont reposé leurs réflexions sur les enseignements des stratèges et des guerres passées. T.E.Lawrence lui longuement tous les grands stratèges de l'histoire, en particulier, lors d'un épisode qui le cloua sous la tente durant une assez longue période. Mao a été fortement inspiré des auteurs traditionnels chinois (les auteurs classiques), dont Sun Tzu mais aussi du roman marquant « les trois royaumes ». Il lut et relut et subit l'influence de ces romans que sont le *shui hu Chuan* (traduit par Pearl Buck sous le titre *Tous les hommes sont frères*) et le *San Kuo* (traduit par Brewit Taylor sous le titre *le roman des trois royaumes*). Lors d'entretien entre le général Giap et le général Salan, en 1946, ce dernier fut frappé par l'influence d'un homme sur la pensée de Giap ; cet homme était Thomas Edward Lawrence. Giap a dit à Salan : « *Les Sept Piliers de la Sagesse de T. E. Lawrence est mon évangile du combat. Il ne me quitte jamais.* » Le chef doit s'inspirer des guerres passées, les générales et les révolutionnaires, mais il faut savoir s'adapter à sa propre situation. Il ne faut pas reproduire simplement des schémas. La réflexion du chef doit être investie dans l'étude de la situation concrète générale des deux camps en présence : « *il faut acquérir une connaissance intime de tous les aspects de la situation existants entre nous et l'ennemi, découvrir les lois qui gouvernent les actions des deux camps et les y appliquer.* ». Le manque de réalisme dans ces analyses peut conduire à des situations dramatiques et porter directement atteinte au principe d'économie des forces. Mais une utilisation subtile de l'appréciation de la situation doit permettre de mettre en œuvre la « ruse et la duperie » que vente Sun Tsu : « *Tout l'art de la guerre est basé sur la duperie* ». Mao paraphrase Sun Tsu et affirme que le recours à la ruse est nécessaire dans la guerre : « *Il est souvent possible, en adoptant toutes sortes de subterfuges, d'amener l'ennemi à se nuire en portant des jugements faux et en suivant une conduite erronée de lui faire perdre ainsi la supériorité et l'initiative* ». Au-delà du seul chef, une guérilla doit disposer d'une organisation militaire qui assure la mise en œuvre des directions fixées et des cadres capables de relayer le commandement central. Dans les capacités attendues de la part de ces combattants, une en particulier est marquante dans les spécificités de la guérilla : l'utilisation du terrain.

Sun Tzu consacre deux de ses treize chapitres à examiner le rôle du terrain et son utilisation. Cela nous donne tout l'importance qu'il convient de consacrer à cet élément dans la conduite de la manœuvre. La nature difficile du terrain est un frein au déplacement de l'adversaire et peut assurer une protection naturelle. Cette vision peut être imagée par le discours de Sun Tsu d'une part « *Lorsqu'un seigneur se bat sur son propre territoire, il est en terrain de dispersion.* » et d'autres part « *lorsque l'armée franchi des montagnes, des forêts,... elle se trouve en terrain difficile* ». L'utilisation du terrain difficile assure à la fois un avantage défensif et offensif. Cet avantage offensif est de premier plan dans la manœuvre et dans tous les aspects tactiques du combat. Dans son aspect défensif, il est une protection lors du combat mais aussi dans l'établissement d'un camp arrière. Cette recherche a souvent conduit les forces rebelles à élire leur principal domicile dans des zones montagneuses et fortement boisées. La notion de base arrière revêt un aspect important dans la structure de la guérilla. Elle est nécessaire pour assurer l'indispensable soutien des forces dans tous les domaines de la logistique et pour les phases de repos des forces. Mais elle représente un des aspects statiques de l'organisation qui peut parfois représenter

une faiblesse majeure. Au final, il importe d'assurer une organisation capable de protéger les forces dans les phases de repos et assurer le ravitaillement nécessaire aux hommes et au combat.

L'art de la guérilla met en œuvre des concepts de base de l'art de la guerre avec une adaptation à ses particularités. Ces techniques nécessaires pour mener à bien le combat doivent être connues et maîtrisées par les dirigeants du mouvement. Une guérilla se doit de reposer sur un soutien de la population pour atteindre les objectifs politiques. Le projet politique reste le cœur qui assure la cohésion du mouvement et l'adhésion des partisans.

En Asie du sud-est les guérillas sont nombreuses et les Philippines n'échappent pas à ce phénomène. Les guérillas de ce pays, au travers de leurs échecs et de leurs succès, mettent en évidence l'importance des grands principes énoncés précédemment.

2 Les Philippines et ses guérillas.

2.1 Les Philippines : un contexte favorable aux guérillas

Une géographie propice aux guérillas

Les Philippines sont l'un des plus grands groupes d'îles du monde. Constitué de 7107 îles avec une surface de terre d'environ 300 000 kilomètres carré entouré par l'Océan Pacifique à l'est, la mer de Chine du sud à l'ouest, et la mer des "Célèbes" au sud. Composé de 3 régions principales :

- L'île de Luzon, la plus grande au nord,
- Visayas, un groupe d'îles au centre
- Mindanao, la seconde de par sa taille, et l'archipel de Sulu au sud.

Cette découpe géographique correspond aussi à une répartition où se trouvent différentes ethnies, différents langages et des différences culturelles et religieuses. La majorité de la population est concentrée sur une dizaine d'îles qui représentent 90 % du territoire et 95 % de la population.

Ces zones sont souvent montagneuses et boisées sur un territoire très morcelé avec un faible développement des infrastructures de communication.

Ce terrain a été favorable à la pratique de la guérilla dans son aspect tactique. Cet environnement assure un refuge de qualité aux guérilleros et rend difficile les interventions des forces de contre-insurrection. Mais il est une faiblesse pour la mise en œuvre d'une organisation complexe autour d'une direction centrale qui assure un commandement. Cette situation a souvent favorisée une autonomie excessive des commandants locaux.

La population et les religions

Les Philippines se distinguent par différents groupes ethniques qui correspondent aux différentes régions du pays. Environ 78 langues et 500 dialectes ont été recensés. Les huit principales, qui sont les langues maternelles de 88 % des Philippines, sont : le Tagalog, le Visayan, l'Ilocano, l'Hiligaynon, le Bicol, le Wary, le Pampango et le Pangsinense. Mais le langage dominant durant le siècle dernier est le Tagalog. Les langues officielles du pays sont l'Anglais et le Pilipino, un langage issu du Tagalog qui emprunte des éléments aux autres langues du pays. Autrefois, une partie de la population s'était élevée contre l'impérialisme linguistique du Tagalog, mais la diffusion de cette langue au travers des médias dans les plus jeunes populations a fait réduire cette contestation. Le brassage culturel lié à la mobilité des populations a aussi contribué à réduire ces tensions. Néanmoins, la présence américaine a eu une grande influence et l'anglais est largement utilisé. L'espagnol est d'un emploi plus rare et tend à disparaître. Cette multiplicité de langue et d'ethnie caractérise la population philippine. Le gouvernement accorde une attention particulière aux minorités qui représente environ 12 % de la population. Parmi ces minorités se trouvent les musulmans du sud du pays.

Ce qui différencie les Philippines des autres pays de la région est sa confession religieuse majoritairement catholique. La répartition religieuse est :

- 82,9 % est catholique (affilié à l'église catholique romaine),
- 5,4 % est protestante,
- 4,6 % est musulmane,
- 2,6 % est affilié à l'église indépendante philippine,
- 2,3% de l'église « Iglesia ni Kristo »,
- 2,2% d'autres.

Cette répartition culturelle et religieuse est un facteur direct dans la vie politique du pays. L'église catholique a été très influente en politique et a un pouvoir d'influence sur les populations. Elle a, d'ailleurs, été un acteur politique de premier plan pour la venue au pouvoir du Corazon Aquino contre le président Marcos. Par ailleurs, la concentration historique de la population musulmane dans le sud est source de conflits avec l'État, comme nous le verrons par la suite.

Les réalités économiques

La population philippine compte environ 85 millions de personnes. Le pays connaît un très faible taux d'emploi, ce qui explique en partie le taux élevé de pauvreté de 33,7 % en 2003. La répartition des biens de revenus est très inégale puisque les 10 % les plus pauvres de la population reçoit 1,7 % de la masse totale des salaires alors qu'à l'opposé les 10 % les plus riches représentent 38,4 % de cette même masse. La main d'œuvre étant de très bon marché dans ce pays, les Philippines s'expatrient aisément et alimentent leurs familles restées au pays. Cela génère un flux financier conséquent. Mais le pays qui développe beaucoup le secteur des services n'arrive pas à structurer son secteur agricole pour le rendre rentable. Depuis les années 70, le gouvernement supporte un fort déficit et une dette extérieure qui plombe son économie. Malgré tout, la banque asiatique du développement avait une vision optimiste de l'avenir, et

affirmait croire dans la capacité du gouvernement à prendre les réformes clés pour sortir le pays de cette situation. Une voie non-militaire américaine pourrait aider Arroyo à combattre les insurrections en oubliant une part substantielle de la dette étrangère de 60 milliard de dollars. Les Philippines dépensent presque un tiers de son budget uniquement pour le remboursement de sa dette, un argent qui pourrait autrement stimuler l'économie et réduire de plus de 50% le taux de pauvreté, qui est à lui seul le meilleur recruteur des jeunes militants en colère. Bien sûr Manille a besoin de stopper la corruption qui gangrène le gouvernement, une bien sordide réalité qui à long terme crée beaucoup de désastre et alimente le contexte insurrectionnel.

La politique intérieure

Le pays a subi la domination étrangère durant plus de trois siècles. Après avoir subi la colonisation espagnole, les américains ont occupé la place durant la première moitié du vingtième siècle. De ces périodes, il reste un catholicisme profondément enraciné dans une partie majoritaire de la population et l'utilisation de la langue anglaise. Depuis son indépendance, obtenue en 1946, le pays a connu de nombreux bouleversements politiques. Cette démocratie bicamérale a connu depuis son accession à l'indépendance dix présidents. Le Président Roxas, premier président à l'indépendance, a dirigé un pays au sortir de la seconde guerre mondiale. La situation économique du moment était d'une grande faiblesse. L'omniprésence des américains n'a pas suffi à dynamiser le pays. Avec le gouvernement de Roxas débute un mal endémique aux Philippines : la corruption.

En 1965, les élections présidentielles conduisent au pouvoir celui qui va marquer durablement l'histoire de la jeune République indépendante des Philippines, le président Ferdinand Marcos. Le contexte économique et politique du pays est très instable et difficile. En 1972, pour faire face aux rébellions latentes ou émergentes, il instaure la loi martiale. Le gouvernement qu'il applique alors au pays permet de le qualifier de dictateur. Les Américains le soutiendront jusqu'à la limite du possible pour défendre leurs intérêts économiques dans le pays et une présence stratégique dans cette zone du monde. Son gouvernement n'échappe pas au développement de la corruption. Il sera soupçonné d'en avoir profité. Répondant à une pression interne et externe, il lève la dictature en 1981 et organise des élections sous contrôle en 1986.

Mais lors de ces élections, un mouvement civil, nommé le « people power », s'oppose aux tentatives gouvernementales de trafiquer les élections. Ce formidable mouvement de la société civile fait échec aux manœuvres du président et permet l'élection du nouveau président, Mme Corazon Aquino. Malgré sa volonté de sortir le pays de sa situation difficile, la présidente n'arrive pas à mener de réformes majeures. Lors des élections présidentielles de 1992, elle est battue par son opposant, Fidel Ramos. Son mandat n'est marqué par aucune évolution représentative. Il est à son tour battu aux élections présidentielles de 1998, par un acteur, Joseph Ejercito Estrada. Sa campagne est basée sur la popularité de son image, une approche populiste et des alliances avec une série d'hommes politiques et de hauts gradés militaires. Le bilan de son gouvernement est particulièrement décevant. Un second mouvement populaire, dans la lignée de celui de 1986, l'évince du pouvoir. Le people power II, conduit la vice-présidente Gloria

Macapagal Arroyo à prêter serment le 21 janvier 2001 en remplacement du président démissionné. Elle est élue à sa succession en 2004 pour un mandat non renouvelable de six ans.

Une structure sociale féodale

Héritée de l'époque espagnole, la société philippine est profondément marquée par un fonctionnement féodal. Des familles occupent, de façon dynastique, les rôles principaux de la société dans tous les domaines : économique, politique, militaire, agraire. Ce principe hérité d'une autre ère perdure. Une des premières raisons à ce phénomène est la nature très forte et très liées de la structure familiale. La famille est la première cellule sociale et constitue le cœur de développement individuel dans une vie aux Philippines. Par ailleurs, cette concentration des pouvoirs a permis à un véritable réseau de familles et de clientèles, de conserver le contrôle durant de nombreuses années. Ce système se décline jusqu'au plus petit échelon de la structure de la société et se ressent très fortement dans les structures agraires. La quasi-totalité des terres a longtemps été aux mains de grands propriétaires terriens.

Plusieurs actions de nature politique ont été menées pour modifier cet état de fait et ouvrir le pays à un système plus égalitaire. Nous pouvons en citer deux qui sont marquantes. Le président Marcos, dans un premier temps, a essayé avec le soutien de l'armée de mettre ces familles au pas. En réponse, cette oligarchie a fait front et a su s'allier au front démocratique pour participer à la destitution du président-dictateur. Plus récemment dans le domaine politique, un politicien Jose N. Nollado réussit, non sans difficultés, à faire voter, de justesse, un article dans la « Déclaration des principes et de la politique dans l'État » qui s'opposait aux systèmes dynastiques familiaux en politique. Ce principe accepté sous cette forme avait été refusé en 1986 lorsqu'il fut présenté comme loi applicable aux structures des gouvernements régionaux.

Cette concentration des pouvoirs a souvent conduit à des abus qui ont pesé sur les Philippines. La suppression de ce système féodal a alimenté les revendications et la colère, qui ont fait le lit des révoltes armées.

Un soutien américain

Après la fin de la seconde guerre mondiale et l'accession à l'indépendance nationale des Philippines, les Américains ont maintenu une présence militaire dans le pays. Cette situation était conforme aux intérêts géopolitiques des États-Unis qui souhaitaient maintenir une présence dans cette zone du monde. Elle entrait dans le cadre d'un soutien à cette jeune nation. Ce soutien s'exprimait tant sur le plan économique que militaire. Les Américains ont soutenu les armées philippines dans leur lutte contre les guérillas de toutes sortes. En 1992, au terme d'un accord mutuel et après le vote d'une loi qui interdisait la présence d'armées étrangères sur le territoire philippin, les bases américaines sont fermées et les militaires américains rentrent au pays.

Mais cette région d'Asie du sud-est est devenue depuis le 11 septembre 2001, le second front dans la lutte engagée contre le terrorisme islamiste. Dans cette logique des troupes américaines sont revenues, en 2002, sur le sol philippin pour participer à des manœuvres de soutien aux forces militaires du pays. Cela

est en contradiction avec la constitution nationale, mais a été accepté par la présidente Gloria Macapagal Arroyo en vertu d'un accord de 1998, le « Visiting forces agreement ». En se rapprochant de la politique américaine de lutte globale contre le terrorisme, les Philippines ont internationalisé des conflits dont la nature précédente était régionale.

Les Américains ont toujours apporté leur soutien au gouvernement philippin dans la lutte antiguérilla. Ils ont apporté leur expérience des techniques spécifiques de luttes et ont aussi fourni des moyens militaires.

Les Philippines et les guérillas

Les guérillas en Asie du sud-est sont nombreuses. Beaucoup de luttes révolutionnaires ont essayé sans véritable succès de reproduire les modèles chinois ou vietnamien. Cette région du monde a permis à beaucoup de nations ou de mouvements de mettre en œuvre les techniques propres à la guérilla. Par phénomène de réaction les principes de la contre-insurrection ont pu y être testés et améliorés. Les États-Unis par leur expérience du Vietnam, mais aussi par leur participation active aux luttes antiguérillas aux Philippines, ont développé les principes essentiels de la contre-insurrection. Les Philippines sont un pays qui se dénote de ses voisins asiatiques par sa longue histoire marquée par l'empreinte espagnole et sa population majoritairement chrétienne. Cette histoire coloniale a développé et a entretenu, dans les populations musulmanes du sud du pays, la culture de la lutte pour sa survie. Aujourd'hui encore, le sud des Philippines est agité par des mouvements indépendantistes ou autonomistes à caractère musulman. Par ailleurs, la vague révolutionnaire du XX^{ème} siècle a trouvé un terrain favorable dans un pays qui rencontrait de nombreuses difficultés économiques et politiques. Deux luttes armées révolutionnaires ont pris place sous la direction du parti communiste philippin. La première de ces luttes fut un échec et la seconde perdue depuis plus de trente ans. Le gouvernement philippin fait face à des guérillas depuis la fin de la seconde guerre mondiale et les pics d'intensité atteints par période ont poussé certains analystes à pronostiquer la guerre civile. Mais rien de tel ne s'est produit car les dirigeants des guérillas n'ayant réussi leur entreprise politique ont su adapter leurs actions militaires. Le résultat est tantôt un accord consensuel avec le gouvernement, tantôt un statu quo de la situation.

Trois guérillas philippines méritent une attention particulière car elles représentent un panel assez significatif des différents types de guérillas.

La première, dans l'ordre chronologique, des guérillas étudiées est celles des HUK. Cette défaite, marquante dans le monde des guérillas, trouve son explication dans le mouvement lui-même et dans les actions de luttes anti-insurrectionnelles. Puis quelques années plus tard, le relais est repris par un parti communiste revitalisé et cette lutte symbolisée par son bras armée, la nouvelle armée du peuple, qui occupe une partie du pays. Enfin, les tensions religieuses, ethniques et historiques expliquent le mouvement musulman indépendantiste qui a secoué, et secoue encore, avec violence la région de Mindanao et de Sulu dans le sud du pays.

2.2 La rébellion HUK : un échec

L'histoire des Huks

Le parti communiste philippin (PKP)¹ naît en 1930 dans un pays sous le colonialisme américain et il fusionne en 1938 avec le parti socialiste philippin. Le discours du parti communiste était radical et reflétait totalement l'inspiration staliniste russe, mais les communistes philippins étaient en fait enclins à une "lutte légale " mobilisant les travailleurs et les paysans pour constituer leurs forces. Mais cette réalité n'a pas empêché l'état de s'attaquer directement à ce parti. Le gouvernement, en fervent anticommuniste, pensait pouvoir agir sur ce mouvement pour l'adapter à ses vues. Le dirigeant national Manuel Quezon avait poursuivi et emprisonné les leaders communistes dans les années 30 jusqu'à ce que la guerre conduise à la création d'un front de résistance populaire.

L'invasion japonaise va donner naissance à des mouvements de résistance. Dès le mois de mars 1942, se forme le mouvement de résistance le plus actif et le plus efficace du pays : la résistance Huk (abréviation du mot Hukbalahap, qui lui-même est une abréviation de l'expression tagalog signifiant : armée de libération antijaponaise puis plus tard, armée de libération nationale). Durant la guerre le leader du PKP se définissait plus comme une véritable guérilla que comme un front communiste à l'inverse de ses homologues du Vietnam et de la Chine. Les huks, expression du nationalisme et des aspirations paysannes étaient au nombre de 100 000 à la fin des hostilités. Mais leur action allait au-delà de la simple lutte armée. Ils développèrent dans les zones sous leur contrôle un véritable régime de démocratie populaire. Pour la première fois dans l'histoire des philippins, le barrio² devient le cœur politique avec des institutions représentatives et une gestion des terres par les paysans. Ils luttent contre la concentration des biens aux mains de grands propriétaires terriens. À l'issue de la guerre, le pouvoir du pays est à nouveau aux mains des élites classiques qui sont sous l'influence directe des États-Unis.

Cette brève expérience de démocratie populaire n'échappa pas aux États-Unis qui incitèrent les élites à reprendre le contrôle de cette zone. Cela est rapidement mené à bien par les autorités politiques. Le président Roxas et son gouvernement dirigent une manœuvre politique qui empêche les huks d'avoir une représentation dans les instances politiques dirigeantes. Dans le même temps, le harcèlement de l'état sur le terrain et les représailles des « Seigneurs des terres »³ accrurent le ressentiment populaire. Des violences éclatèrent entre les unités Hukbalahap et les armées privées, des grands propriétaires qui ont le soutien des forces de polices.

Les leaders huks essayèrent de négocier avec le gouvernement et les américains, mais leur réussite dans la lutte antijaponaise devenait incompatible avec la lutte anticommuniste américaine. Ainsi l'organisation Huk devint un ennemi et en mars 1948, les huks et le parti communiste sont mis hors la loi. Soutenu par les Américains, le président Roxas mène des opérations de répression contre les Huks. À la mort de Roxas en avril 1948, succède Quirino le vice-président. De nouvelles négociations s'ouvrent avec les huks dont l'un des dirigeants Taruc revient à Manille et occupe son siège de député. Une amnistie

¹ PKP : Partido Komunista ng Philipinas

² Barrio : village typique philippin

³ Désigne les grands propriétaires terriens.

générale est proclamée, conformément à un accord entre Taruc et Quirino. Mais cet accord fait bientôt l'objet de contestations. Le désaccord porte sur le désarmement des Huks demandé par le gouvernement de Quirino, la présence des américains contestée par les Huks, et la mise en place d'un système plus équitable pour le monde agraire. Quand les négociations avec le président Quirino échouèrent le PKP se tourna vers la lutte armée.

La situation de désordre dans laquelle se trouve le pays, inflation économique, misère, et l'influence Chinoise poussent les dirigeants communistes à se lancer dans la lutte armée, convaincus que les américains n'opposeraient pas de résistance à ce mouvement d'origine populaire. L'armée anti japonaise fut rebaptisée "la Hukbong mapagalaya n Bayan soit l'armée de libération du peuple " et une série de contre-offensives antigouvernementales fut lancée. Une véritable guérilla entre les huks et le gouvernement philippin se déroule dans le nord du pays, lieu d'implantation naturelle des huks.

Le gouvernement organisa la lutte contre cette rébellion d'abord selon une approche militaire avec le soutien américain, puis esquaissa une approche économique pour saper les fondements du mouvement et enfin priva le mouvement de son soutien populaire par une vague importante de mouvement des populations.

La guérilla Huk commisit de nombreuses erreurs, en particulier dans son organisation. Affaibli et privé du pilier essentiel, le soutien de masse, elle fut contrainte à la reddition.

Après quelques années de lutte, cette guérilla subit un échec cuisant. Avec la reddition des chefs dirigeants du HMB à mi-parcours du mandat du président Quirino, la rébellion HUK prit fin.

LesHuks ont représenté une très grave menace, en particulier parce que les gouvernements de Roxas et de Quirino étaient perçus comme faibles et inefficaces. La corruption qui débuta durant le mandat de Roxas atteignit des proportions importantes sous la présidence de Quirino. Il fut lui-même accusé de détournement de fond et de corruption.

La contre-insurrection du gouvernement

L'action militaire

Les Américains ont conservé après l'indépendance des Philippines un lien et une présence forte dans ce pays. Ils ont perçu la rébellion communiste Huk comme un danger et se sont impliqués militairement pour assurer un soutien actif dans le domaine de la contre-insurrection. Une première phase a opposé une guérilla Huk, forte de son expérience dans la lutte contre l'envahisseur japonais et les forces paramilitaires des grands propriétaires terriens ainsi que les forces gouvernementales. En octobre 1950, bien que le gouvernement semble faible et sujet à un renversement facile il se maintient en place en particulier avec l'aide des États-Unis qui mettent en place la commission BELL pour améliorer la situation économique et la commission Mely pour étudier les leviers d'action possibles d'une assistance militaire. Face aux difficultés rencontrées par les Philippines l'action américaine s'est renforcée de façon significative et a entraîné une profonde modification dans les forces armées philippines (AFP). Prenant directement le contrôle de l'opération

de contre-insurrection, les officiels américains et la CIA (agence centrale du renseignement) (dirigée par Edward Landsdale) utilisèrent le Joint United States Military User Group (JUSMAG) pour introduire des changements dans l'organisation militaire de l'AFP et mettre en place une efficace force de contre insurrection. Un entraînement amélioré, de meilleurs équipements, et une aide militaire dynamisant le moral et la performance au combat. La perception du public des capacités de l'AFP évolua en bien et fut encore améliorée après la capture des têtes dirigeantes du bureau politique du PKP. Au mois d'octobre une opération simultanée sur plusieurs sites de la banlieue de Manille permet aux forces gouvernementales de s'emparer de tous les dirigeants du secrétariat central du mouvement Huk. Cette opération a été rendue possible suite à la trahison d'un cadre important. Cet épisode fut un coup très dur pour le mouvement.

L'armée soutenue par des experts étrangers mène une contre insurrection particulièrement active. Le rapport de forces et d'une dizaine de milliers d'hommes conte une armée de cent mille.

L'intensité et les moyens du gouvernement, avec l'assistance américaine, dans la lutte militaire contre l'insurrection ont maintenu une très forte pression sur le mouvement rebelle. Il ne lui a pas été possible de disposer d'une pause pour se réorganiser, ou mieux analyser la situation ou renforcer son soutien avec un vrai « sanctuaire » pour se revitaliser. Un des critères de la défaite Huk tient à la qualité de l'action militaire de contre-insurrection même si celui-ci n'est pas le critère essentiel.

La réforme agraire du sud et le déplacement des populations

À ce critère cité généralement pour la défaite de la rébellion HUK, il convient d'ajouter l'importance des déplacements pour fuir la pauvreté et l'oppression. Dans les quinze premières années qui ont suivi la fin de la guerre, un important mouvement de masse eu lieu depuis les régions très peuplées du nord et du centre de l'île principale vers la zone plus au sud de Mindanao. La migration de plus d'un million de personnes à la fin de 1960 fut largement spontanée et fut peu incitée par le gouvernement, mais fut étonnamment bien organisée et ne conduisit pas à l'éparpillement qui accompagne bien souvent les déplacements de masse. S'appuyant sur les réseaux familiaux et villageois, les émigrants depuis les provinces de Cebu et Bohol dans le centre de Visayas et quelques Pampangos depuis le centre de Luzon se déplacèrent massivement vers le nord et l'est de Mindanao. Les populations provenant du nord de Luzon s'installèrent dans l'ouest de Mindanao et celles provenant de l'ouest de Visayas s'installèrent dans le sud de la province de Cotabato. Cette migration entraîna des conséquences sur les réseaux politiques en les rendant plus complexes, au niveau des différentes régions géographiques. Les politiciens de Visayas ou Ilocano, par exemple, ne purent plus compter sur leurs traditionnels soutiens et durent établir des liens avec les communautés Visayan et Ilocano établies à la frontière de leur zone. Dans les années 50, le nord et l'est de la zone de Mindanao étaient déjà parmi les plus riches provinces du pays.

Cette migration massive des populations depuis la zone d'influence HUK telle que Pampanga et Bulacan aida indirectement le gouvernement en privant la guérilla d'un vivier de ressource essentiel. Faisant chuter la pression et stabilisant une région politiquement explosive, la migration repoussa le conflit des classes d'au moins une génération. Ce phénomène fut immédiatement perçu par l'AFP et la CIA, qui s'empressèrent d'organiser une opération d'implantation des partisans huks abandonnant la lutte et des

sympathisants dans le cadre de l'opération de contre-insurrection. Le projet de coopération pour le développement économique (EDCOR), qui permettait l'établissement des ex-huks à Lanao del Sur et Cotabato, devint un puissant outil de propagande de l'état, il permettait une alternative à la rébellion, l'opportunité de posséder un lopin de terre, et une voie pour sortir de la pauvreté.

La nature du combattant Huk éclaire la compréhension de la situation : « *le Huk moyen est fier de son arme. C'est un paysan qui a toujours connu la domination étrangère.* »¹. La situation caractérisée de féodale ne laisse que peu d'espoir à ces paysans de voir un avenir meilleur. Le poids et le pouvoir des propriétaires terriens sont exagérés. La lutte révolutionnaire représente l'unique perspective qui soit acceptable. Cette alternative positive et pacifique, qui correspond aux aspirations du paysan-guérillero, le pousse naturellement à abandonner une guerre difficile et qui ne présente pas de réelles perspectives d'améliorations.

Par cette politique de déplacement des populations et de proposition d'une perspective meilleure pour les paysans, le gouvernement a agi sur le pilier de soutien essentiel à toute guérilla : la population. D'une part cela a conduit à diminuer le nombre de populations présentes dans la zone, d'autre part, cela a redonné espoir aux paysans du nord, induisant une perte d'intérêt pour les revendications portées par les huks. Par son analyse pertinente et son action amplificatrice de déplacement des foules, l'action gouvernementale a porté un coup majeur au soutien de la rébellion.

Les erreurs fatales de la stratégie HUK

Malgré une lutte de plusieurs années, l'explication de l'échec de la rébellion Huk ne s'explique pas uniquement par le soutien des Américains. L'échec de la guérilla Huk est marquant dans les guérillas en Asie du sud-est car il est un exemple de lutte menée dans une sorte de désordre que Martial Dassé² qualifie d'amateurisme. Les raisons de leur échec trouvent en partie ses racines au sein du mouvement. Une analyse de ce mouvement met en évidence des lacunes dans l'organisation centrale, un faible niveau d'encadrement, une mauvaise analyse de la situation, une faiblesse dans le soutien des masses, ...

Un regard sur l'attitude des dirigeants de ce mouvement permet de mieux appréhender la chose. Une grande variation d'attitude des dirigeants huks et communistes. À l'issue de la guerre contre le Japonais, les associations avec les hommes politiques du pays furent chaotiques. Sans véritable ligne de conduite politique, la succession de négociations et de ruptures avec le gouvernement n'apporta aucune avancée. La décision de rompre la lutte politique au profit de la lutte armée fut soudaine et brutale, en janvier 1950. Par ailleurs, l'organisation du parti communiste était lâche et peu rigoureuse. Les cadres étaient d'un niveau relativement faible. Ils n'ont pas su mettre en œuvre une organisation suffisamment structurée pour répondre à leurs objectifs. Cela explique la trahison d'un cadre important qui permit au gouvernement de procéder à l'arrestation de tous les membres du secrétariat et à la récupération des toutes les archives. Il a manqué ce ciment idéologique qui assure un niveau satisfaisant d'adhésion et de discipline.

¹ William Pomeroy : « Les Huks dans la forêt ».

² Auteur du livre « Les guérillas en Asie du Sud-Est. ».

Il y avait une composition très disparate dans les personnages représentatifs de ce mouvement. D'une part, des intellectuels de haut niveau comme les frères Lava¹, mais sans doute très éloignés de la vue de la paysannerie du moment. Et d'autre part, des hommes tels Luis Taruc, un fils de paysan n'ayant aucune connaissance des thèses idéologiques Marxistes et Léniniste. Ils se sont engagés dans ce mouvement trop convaincus qu'il ne durerait pas et que la victoire serait facile et rapide. En se focalisant sur la lutte armée comme unique moyen d'action politique ils se sont enfermés dans une impasse fatale.

Cette faiblesse dans l'organisation centrale et une vision idéalisée de la situation expliquent les erreurs d'appréciation de la situation.

En 1950, une rumeur circulait dans les cercles sociaux de Manille selon laquelle les huks étaient en mesure de prendre possession du palais présidentiel dans un délai d'un mois. Les leaders du PKP eux-mêmes y crurent, mais cela était faux. Le parti surestimait à la fois ses capacités et ses forces réelles ainsi que la profondeur de l'engagement des paysans. Les leaders supposaient que la lutte antijaponaise suivie par les assauts du gouvernement et les multiples oppressions suffiraient à générer un mouvement général en leur faveur. Cette erreur dans l'analyse de la situation est une erreur stratégique lourde.

Cela s'explique par la différence de perception entre le concept de socialisme du parti central et l'économie pragmatique mise en œuvre, ou souhaitée, par les paysans. Ces différences furent source de tensions et d'oppositions et ne correspondaient pas à la vue idéologique des perspectives prolétariennes. Le soutien du monde paysan n'était pas solide car il ne résidait pas dans une croyance profonde de la lutte armée comme moyen de modifier le pouvoir en place. Nombreux furent ceux qui rejoignirent le HMB pour se défendre individuellement contre les représailles alors que d'autres espéraient secouer le gouvernement pour obtenir une réforme agraire. Par-dessus tout, les leaders du PKP ont échoué dans la mise en œuvre d'une coordination entre la lutte armée dans les campagnes et le mouvement des travailleurs dans les villes, faute d'un véritable projet politique fédérateur.

Cette faiblesse d'organisation se décline aux niveaux inférieurs de la structure. Les combattants huks souffrent d'un sous-encadrement militaire. Leurs actions se situent uniquement au niveau de l'embuscade élémentaire. *« Quant à notre armement, il ne comporte guère que des armes individuelles. Le fusil-mitrailleur BAR est notre arme lourde. Les mitrailleuses que nous avons capturées sont inutilisables faute de munitions. Pas de grenades ? Pas de mortiers – personne ne saurait s'en servir. Du LRAC on ne connaît que le nom. Ne parlons pas des autres techniques généralement associées à la guerre subversive. L'emploi des explosifs est inconnu. Même la technique si courante au Vietnam de la coupure des routes n'est pas employée. Aucun sabotage n'est perpétré. L'ALN (armée de libération) n'a, autant dire, aucun technicien. »*². En 1950 l'attaque de Santa Cruz par un groupe structuré donne l'effet d'une attaque sans but stratégique réfléchi. Cela se rapproche de ce que Mao Tse Tung nomme de l'aventurisme et qu'il condamne. La conviction de lutter pour une cause juste ne suffit pas à mener cette guérilla de façon efficace.

¹ Les frères Lava et Luis Taruc sont parmi les combattants de la première heure dans la lutte antijaponaise. Ils sont les dirigeants les plus emblématiques du mouvement.

² William Pomeroy « les huks dans la forêt »

La maîtrise des critères comme le terrain, la mobilité et la base arrière n'ont pas été perçus à sa juste mesure. Les Philippines sont caractérisées par une véritable décomposition en structure régionale. Cette découpe profonde en provinces peut expliquer que le mouvement est resté concentré dans la zone de Luzon. Cette situation l'a privé d'une zone de retrait, zone arrière protégée qui assure un refuge en cas d'extrême besoin.

La logistique Huk a toujours été organisée sur des bases commerciales. Sous l'occupation japonaise et dans les années qui suivirent, le mouvement se ravitaillait directement sur les villages. Ce système particulièrement difficile à supporter par les paysans fut stoppé à la fin de la guerre. Durant la révolte, c'est un système basé sur les achats de denrées qui fut mis en place. Les fonds étant obtenus lors d'opérations spécifiques contre les entités financières dans le cadre d'opération dans la « lutte économique ». Par ailleurs dans les villages de Luzon les paysans mettent de côté une petite partie de la récolte, prélevée discrètement sur les quotas du propriétaire. Malgré cela la ration des combattants est réduite. Les conditions de vie sont difficiles. Des postes sont installés dans les barrios, ces villages typiques. Ils sont le support des groupes de combattants. Ils assurent une ration minimale, mais sont facilement accessibles aux forces régulières. La forêt, lieu d'accueil des huks, est à même de fournir les ressources pour un élément isolé mais certainement pas à un groupe de cent combattants.

La forêt, refuge naturellement protecteur des huks, n'a pas constitué un atout car elle n'a pas les qualités que doit représenter la zone sanctuaire nécessaire à la guérilla. Cette forêt et la zone de Luzon ont été un point de fixation qui a empêché l'expansion du mouvement et l'a grandement fragilisé.

La guérilla HUK n'a pas su, faute de réalisme, appliquer les principes élémentaires de la guérilla en les adaptant à sa propre situation. Les causes profondes de cet échec seront mises à profit par les luttes suivantes, en particulier avec la renaissance, dans les années 70, de la lutte révolutionnaire aux Philippines qui donne le jour à la nouvelle armée du peuple.

2.3 La NAP : La nouvelle armée du peuple

Dans le courant de la lutte révolutionnaire

En 1962, un groupe appelé l'Association culturelle des étudiants de l'université de Philippines attira l'attention par ses critiques sur la guerre du Vietnam et sa défense d'une autonomie des universités conformément aux traditions, principe remis en cause par les conservateurs. Son leader était un jeune homme nommé José Maria Sison, qui voulait rétablir le parti communiste philippin. L'absence de réelle opposition dans le paysage politique fut parfaitement illustrée par les mots de Jose Maria Sison : « Les deux partis politiques sont le Coca-Cola et le Pepsi-Cola ». Dans les années 70 après au moins dix années de silence, le parti communiste philippin se réorganisa pour débiter une lutte parlementaire. Avec ses paysans et ses travailleurs de base retrouvés depuis la débâcle des huks, le parti recruta des étudiants à l'université de Philippines et au lycée de Manille qui était déjà attirés par le marxisme. Le Kabataang

Makabayan¹ (KM, les jeunesses nationalistes) de Jose Maria Sison devint le plus expressif et dynamique des nouveaux fronts du PKP. En exprimant sa solidarité pour la libération du Vietnam dans la guerre contre les États-Unis et son inspiration de la grande révolution culturelle et prolétaire menée par Mao Tse Tung, le KM se fit rapidement remarquer. Les anciens du parti, encore traumatisés par le sort tragique des Huks craignaient d'attirer l'attention de l'état et n'apprécièrent pas la démarche ultra militante de leur jeune camarade à l'inspiration trop révolutionnaire. Ils tentèrent de le museler, mais il résista aux pressions. Cela conduisit à son expulsion du parti et en 1968 il fonda le parti en tant que Parti communiste des Philippines (PCP). Il s'ensuivit une bataille d'influence entre les deux partis sur fond de guerre du Vietnam et d'attraction pour la pensée maoïste. Le contexte fut favorable au jeune mouvement qui trouvait un écho très favorable dans le monde étudiant. Mais le KLM et les organisations affiliées du PCP allèrent plus loin, pensant que la violence se justifiait dans le combat contre une structure féodale (telle que la main mise sur les terres, l'injustice sociale, une trop large différence entre les pauvres et les riches), le fascisme, et l'impérialisme (l'existence des bases américaines maintenues aux Philippines, parmi d'autres choses). Dans la campagne, Sison monta une équipe avec le jeune insatisfait commandant Huk, Bernabe Buscayno, grâce à la médiation des politiciens anti-Marcos, le sénateur Benigno Aquino junior et le député Jose Yap. Leur rencontre conduisit à la formation en 1969 de la nouvelle armée du peuple (NPA : new people army). À sa création, la NPA disposait de 60 combattants qui se partageaient 34 carabines. Ce groupement commença à recevoir des jeunes recrues citadines prêtes à prendre le maquis dans la montagne.

En 1970, peu après la réélection de Marcos eut lieu un affrontement entre les forces gouvernementales et les forces révolutionnaires. Après une élocution devant le congrès, le président et son épouse subirent des jets de pierres d'une foule de travailleurs, paysans et étudiants qui s'était massée à l'extérieur avec des panneaux des protestations. La répression de cette manifestation fut suivie par d'autres manifestations, qui subirent des répressions encore plus violentes et mortelles. Cela mit le feu dans un pays où la situation était instable et mit en valeur les cadres du PCP et leurs supporters. Avec le soutien de l'armée, le gouvernement Marcos se maintient au pouvoir par la force. Les Américains lui accordent leur soutien afin de protéger leurs intérêts dans ce pays. La situation devenait explosive et le 23 septembre 1972 le président Marcos déclara l'état d'urgence qui fut rapidement suivi par la mise en place de la loi martiale. L'effet dans le camp anti-Marcos fut dévastateur et tous les opposants disparurent de la scène politique. Sous le joug du dictateur, la rébellion prit pied solidement dans le nord du pays. Sous l'impulsion de son dirigeant, qui s'inspirait fortement de la pensée maoïste, l'organisation fut consolidée et le mouvement étendu à d'autres régions du pays.

Le PCP augmenta sa capacité à partir de la période de déclin du dictateur vers « la fin des années 70 ». À ce même moment, la supériorité tactique était en faveur de la NPA malgré la supériorité numérique et en armement de l'aFP. Les deux forces militaires augmentèrent rapidement durant cette période, mais l'esprit de corps qui les animait était bien différent. Les soldats du front révolutionnaire, malgré leur

¹ Mouvement politique initiée par Sison

illettrisme, savaient expliquer pourquoi ils combattait et ce qu'il combattait. Les soldats du gouvernement, des paysans pauvres ou des banlieues défavorisées ne s'étaient enrôlés que pour trouver une solution à une situation économique source de privation et insatisfaisante, sans aucune conviction politique.

Lorsque le président Marcos donne le signe d'un assouplissement de sa politique, la guérilla se divise. Les plus jeunes veulent par des actions au cœur des villes marquer les esprits et faire la preuve de leur pouvoir politique. Les plus anciens prônent une action politique parlementaire. La destitution du président Marcos et la venue au pouvoir de Cory Aquino fut une étape qui affaiblit le PCP. Il s'isola dans une attitude guerrière et perdit le soutien d'une partie de la population. Se retrouvant isolé politiquement, le mouvement vécut une de ces périodes les plus noires. Une chasse aux sorcières fut menée à l'intérieure du parti. Ses conséquences furent meurtrières.

Le pays entra dans une période de dialogue où le rôle de la société civile fut institutionnalisé. Mais deux forces ont refusé cette tendance à la démobilisation, dont le PCP. Les combats épisodiques, les exécutions et les purges de la fin des années 80 sous la direction ferme de son leader en exil, José Maria Sison et de ses alliés dans les philippines fut le mode de survie du mouvement jusque dans les années 90. La nouvelle armée du peuple qui comptait en 1987, 25 000 membres déclina jusqu'à 6000 en 1994 et remonta à une force de 11 255 en 2000. La profonde pauvreté du monde paysan et l'augmentation de la migration des paysans des basses-terres vers la montagne furent parmi les principales raisons de la résurrection du PCP contrairement à ce qu'il clamait comme étant le fruit de son épuration des renégats et des déviationnistes. Le gouvernement y contribua indirectement en transférant les moyens donnés à la contre-insurrection à des contrôles des polices municipales et en allouant le principal de ses forces pour contenir le mouvement séparatiste islamique dans le sud. Le parti restait faible dans les zones urbaines. Cependant dans une ambiance tournée vers les alliances politiques entre partie et influence, il refusait toute relation avec les autres tendances de gauche, menée bien souvent par des anciens expulsés du parti. Il craignait une dérive de la ligne « juste » et une contamination par une pensée « non pure » de lutte armée pour une politique électorale. Sous le gouvernement Estrada les ex-communistes furent attirés par son discours anti-élite, en croyant réellement que ce serait en faveur du peuple. Un ancien cadre du PCP expliquait sa décision de rejoindre Estrada : « c'est l'alternative en attendant un nouveau réveil de la nouvelle élite révolutionnaire ». Mais le gouvernement Estrada, miné par la corruption, conduisit le pays à une nouvelle révolution en douceur avec un nouveau mouvement de la société. Le PCP continua à être présent sur la scène politique en veillant à rester dans la légalité, ce parti ayant conservé son front politique légal. En 2004 lors des élections présidentielles, il y eut une forte opposition entre les machines politiques et un penchant médiatique orienté vers le populisme. Dans le contexte, le PCP avait une attractivité grandissante. Ayant le soutien de certain média, il joua un rôle essentiel dans le débat politique. La lutte pour le pouvoir opposait deux candidats principaux. Madame Arroyo qui disposait d'une machine politique important pour défendre ses positions et d'autre part monsieur Poe Fernando, un novice politique, qui disposait de l'emploi de média pour toucher la population dans un discours de proximité. Madame Arroyo passa un accord avec le PCP pour permettre à ses partisans de faire campagne dans les zones contrôlées par la NAP en échange de son soutien aux listes du PCP pour obtenir des postes à la

chambre des représentants. Cette démarche lui permis d'obtenir un gain remarquable de voies et favorisa amplement son élection.

La focalisation des esprits sur le MILF¹ a masqué les 34 années des conflits avec la NPA, même si la guérilla armée a augmenté ses attaques sur les forces armées et les unités de police. Les dialogues avec le front démocratique national des Philippines (NDFP), représentant la NPA et le parti communiste des Philippines (dirigé par José Maria Sison, qui vit en exil à La Haye aux pays bas), qui ont parfois abouti et avaient débuté depuis la fin des années 80 ont souvent été compliqués. Aujourd'hui le PCP a une action politique légale et la NAP continue d'entretenir une lutte armée. Cet équilibre délicat est le fruit de l'histoire.

Les atouts de la NAP

La lutte révolutionnaire communiste initiée par José Maria Sison a su se développer en consolidant sa base autour d'un socle idéologique fort et en bénéficiant de l'appui financier et logistique de la Chine à ses débuts. Le contexte répressif fort instauré par la loi martiale et la crise économique du pays ont créé un environnement favorable à l'expression d'un mécontentement. Cette situation, toujours profitable aux guérillas, a été mise à profit par le PCP et la NPA. De plus, les dirigeants ont su mettre en place une remarquable organisation centrale dans premier temps, puis tirant les leçons du passé Huk le mouvement s'est étendu à l'ensemble du territoire.

À l'origine de son mouvement Sison s'inspirait du « petit livre rouge » de Mao Tse Tung et incitait les paysans à la révolte. Avec la volonté de changer le cours de l'histoire du parti et du pays, il rédigea une évaluation critique de l'histoire de PKP dans laquelle il accusait la vieille génération pour avoir détruit le parti. Sur des fondements idéologiques maoïste et léniniste, il créa un nouveau parti, le PCP. Le contexte régional et international (la montée des jeunesses communistes en Europe de l'ouest et aux États-Unis) fut favorable au développement du PCP face aux anciens plus conservateurs. La prolifération dans les écoles d'organisations « de démocratie nationale », la récupération du conseil étudiant nationale de l'université de Philippines, et les alliances avec l'union des travailleurs et les organisations paysannes renforçèrent de beaucoup le mouvement initié par le PCP. De plus cette organisation légale attira les étudiants modérés qui pour l'essentiel étaient réformistes. Un article de journal décrivit la radicalisation étudiante. Qu'ils soient radicaux ou modérés, le point de vue des activistes peut être résumé de la façon suivante : « la démocratie doit être pour toute la population, pas seulement pour l'élite. ». Les manifestations violentes des journées de 1970, connue sous le surnom de « Premier quart de tempête » (FQS : first quarter storm) marquèrent le début d'une année de luttes et d'opposition où la jeunesse enthousiasmée par l'appel de Mao Tse Tung à un soulèvement mondial de la jeunesse transforma les cadres du PCP et leurs supporters en héros romantiques. Le cœur de la contestation et du mouvement est animé par une idéologie révolutionnaire communiste. Cette vision est porteuse d'un projet d'avenir meilleur pour tous. Ainsi, avec la dégradation des conditions de vie dans les zones rurales, le PCP-NPA s'est focalisé sur la réforme agraire, une gouvernance plus équitable et une meilleure répartition du

¹ MILF : Moro Islamic Liberation Front

système de santé. Cette attitude continue a attiré une large part de la population. Ce ciment idéologique, qui a fait défaut aux huks, a renforcé et assuré la pérennité de la lutte révolutionnaire initiée par le PCP de José Maria Sison.

Le fondement communiste a permis un rapprochement avec la Chine. Dans les premiers temps de son existence, sur un principe de mouvement mondial, la Chine a apporté un soutien à cette organisation et sa guérilla dans la lutte contre le gouvernement philippin. Depuis sa création jusqu'en 1976, la NPA reçut un soutien financier de la Chine. Actuellement elle tire ses ressources d'extorsion de fonds sur des opérations à l'étranger, grâce aux contributions de ses membres. Ces sont des « taxes » obligatoires prélevées sur les revenus des affaires dans un très vaste domaine d'application. Pour obtenir des armes et des matériels, elle mène des raids sur les installations militaires. La stabilité de l'organisation financière de ce mouvement est une force.

De plus, les conditions de politique intérieure du pays ont constitué un terreau propice à la NPA. La loi martiale du président Marcos et la pression militaire qu'il a fait peser sur le pays ont créé un sentiment de révolte. Cette dictature a favorisé la rébellion. Les politiciens furent emprisonnés, les armées privées démantelées, les biens confisqués. Cela conduisit nombre d'entre eux à rejoindre dans la clandestinité le PCP. Les militaires de l'AFP assurèrent une pression sur le pays et emprisonnèrent nombre d'opposants politiques, estimé à 30 000 dès l'année 1975. Disposant d'un pouvoir total, libre des contraintes législatives et de la critique des médias, une offensive militaire massive fut lancée contre le front de libération national Moro et des attaques majeures contre le PCP et la NPA. Une période de domination du pouvoir totalitaire s'installa, durant laquelle Marcos voulut instaurer sa vision de la nouvelle société. Deux principaux mouvements occupèrent la résistance à ce dictât, le front Musulman au Sud et le mouvement communiste du pCP. Ce parti se développa rapidement dans les zones où la pression du pouvoir se faisait dure et injuste : emprisonnement indu et absence de procès, assassinat des familles, incendies des propriétés. Tous ces méfaits ont poussé la population à adhérer au parti de résistance communiste. À la fin des années 70, le PCP pouvait revendiquer une force militaire d'environ 15 000 hommes, une structure d'encadrement à peu près équivalente et le soutien d'une base populaire d'environ un million de personnes.

Bénéficiant de ce critère essentiel, le soutien des masses populaires, la qualité des dirigeants s'est exprimée dans leur vision militaire et la volonté de mettre en place des structures cohérentes avec un mouvement de guérilla.

Après avoir réalisé la folie que représentait l'établissement d'une unique base arrière en montagne, dans la province Isabelle, (selon un principe de Mao Tse Tung au Yenan), en 1974 le commandement du PCP ordonna à ses cadres de créer des organisations régionales autonomes dans tout l'archipel. La politique d'un commandement centralisé et d'opérations décentralisées donna aux cadres une latitude considérable pour expérimenter des tactiques adaptées à leur propre zone d'action. Cela permit, par ailleurs, au PCP de survivre malgré l'emprisonnement de nombre de ses dirigeants dont José Maria Sison, ou le décès d'autres, en particulier parce que les structures régionales fonctionnent comme des centres d'entraînement et de formation pour les dirigeants en devenir. À la fin de l'année 1976, une organisation

en réseaux des équipes et des unités combattantes avait patiemment été mise en place et réparties dans la majeure partie des îles principales du pays.

Dans les villes le parti consolida son contrôle des écoles importantes au travers d'organisations souterraines comme la ligue des étudiants philippins et rassembla les unions de travailleurs sous la coupelle d'une fédération. Les cadres du parti réussirent à nouer des alliances avec des hauts personnages non communistes, au nom de l'anti-impérialisme, dont des sénateurs. Les sénateurs avaient la crédibilité politique et le PCP avait la possibilité de mobiliser les foules. Cela permit de faire des publications vers l'étranger sur les répressions sanglantes que subissait le pays.

Lors de son trente-cinquième anniversaire, en 2004, la NPA déclarait qu'elle était active dans sept cents à huit cents villes au travers de toutes les Philippines, représentant un gouvernement sous-terrain dans les régions qui ne sont pas sous le contrôle du gouvernement central. Les estimations actuelles de la NPA avancent le chiffre d'environ 16 000 combattants. Contrairement aux autres groupes terroristes, qui agissent principalement dans les îles du sud, la NPA est active sur Luzon, l'île principale du nord, aussi bien que dans le sud et sur d'autres îles. Grâce à son organisation de haut niveau, son fondement idéologique et sa stratégie de déploiement, le PCP et la NPA continuent à représenter une menace. Cette position de force est un atout dans les négociations avec le gouvernement. Mais les dirigeants ont commis des erreurs dans leur analyse de la situation lors du renversement du dictateur Marcos. Cette erreur a affaibli longuement le mouvement.

Une erreur d'analyse et d'orientation

A la fin des années 70, lorsque Marcos décida de réintroduire une démarche électorale dans la politique, certains membres des guérillas, communistes et Moro, voulurent (et le firent) mener des actions mineures de lutte à l'intérieure des villes pour faire la démonstration de leur capacité et influencer le débat politique. Cela créa une scission entre ceux, les plus jeunes, favorables à cette démarche guerrière et les autres, les plus anciens, partisans pour une politique parlementaire. Au sein des opposants au dictateur, les divisions étaient aussi multiples. D'autres parts le PCP n'a jamais voulu jouer un rôle d'unification de ces entités qui sont : les activistes des droits de l'homme, les sociaux-démocrates, les politiciens anti-Marcos. Après l'assassinat de Benino Aquino par les services du président, un mouvement plus global de protestation se mit en place, incitant à des alliances. Peu de temps après le président fut lâché par son principal soutien, les États-Unis. Mais la menace la plus sérieuse provint des forces armées, elle mêmes, avec un mouvement profond d'un groupe d'officiers organisé en un mouvement qui se nomme RAM : reform the AFP mouvement. Ce mouvement accorda son soutien à l'opposante Cory Aquino, la veuve de Benino Aquino, qui fut candidate d'opposition au gouvernement Marcos. Mais le PCP ne s'était pas préparé à ce scénario et n'acceptait pas de ne plus occuper l'avant-garde du mouvement de résistance. Pour cela il demanda à ses dirigeants et à ses organisations de mener une forte action de boycott des élections : ce fut une erreur grave et coûteuse. Soutenu par le RAM, l'église catholique et un élan populaire général, Cory Aquino, après des élections tumultueuses fut élue et provoqua le renversement du président Marcos qui prit la fuite dans un hélicoptère américain. Après l'élection d'Aquino en 1986, elle mena une large entreprise de remise sur pied du pays, très faible économiquement. La pression de

l'extrême gauche, le PCP, poussa Aquino vers la droite dans sa recherche de stabilité pour relever le pays. Le PCP, marginalisé par sa décision de boycotter les élections, tint différentes attitudes face à la nouvelle politique et reprit le combat pour essayer de retrouver son statut, mais dans des conditions strictement différentes. L'extrême droite joua un rôle dans la désorganisation du PCP. Le RAM lança une opération active de harcèlement contre les dirigeants poursuivis pour meurtre espérant obtenir la reddition des étudiants et des travailleurs. Ainsi menacer le PCP se mit à rechercher tous les espions potentiels dans ses rangs, allant jusqu'à la torture et les exécutions de ses membres. Cette situation obligea le parti à entamer des pourparlers de paix avec le gouvernement, mais cessa le dialogue après une intervention meurtrière de l'armée contre une manifestation de paysans en 1987. Il reprit la lutte armée et le gouvernement relança une politique de contre insurrection.

Le PCP a repris une action politique légale et tente de peser sur les choix politiques. La NPA continue d'occuper une partie du pays avec laquelle le gouvernement négocie. Ainsi, l'actuelle présidente a dû trouver un accord avec le PCP pour que ses partisans puissent faire campagne en zone NPA durant la période qui précéda les élections de 2004. En échange, le PCP a reçu un appui pour obtenir des postes au congrès. La guérilla a permis au PCP d'avoir sa stature actuelle et de représenter un espoir grandissant pour de nombreux philippins.

2.4 La révolte Islamique : MNLF, MILF

Une minorité opprimée par les pouvoirs colonialistes

Indépendantes depuis 1946, les Philippines se sont constituées sur une base et sur des principes majoritairement catholiques, ce qui a conduit la minorité musulmane du sud de l'archipel à poursuivre la lutte qu'elle menait déjà contre les Espagnols et les Américains. En effet, durant la période de domination espagnole, des affrontements réguliers opposèrent les forces espagnoles et les sultanats du sud des Philippines. Les forces Moro ont opposé une âpre résistance à la volonté espagnole de convertir au christianisme l'ensemble des îles philippines. L'annexion du Mindanao et des Sulu intervint en 1851, après de nombreuses années de luttes et une bataille navale qui décima l'armée Moro. La reddition, en 1887, du dernier grand chef local musulman, le datu¹ UTU marque la fin de l'entité politique musulmane du sud des Philippines.

Désormais, les populations musulmanes vont développer une logique de survie identitaire. Leur amour du terroir et la loyauté à leur engagement religieux représentent un devoir sacré. La résistance au pouvoir colonialiste devient un mode de vie qui s'enracine profondément dans ces populations.

À la fin du XIX^{ème} siècle, l'Espagne et les États-Unis entrent en guerre à la suite d'un conflit d'intérêt portant sur le contrôle de Cuba. Les mouvements autonomes philippins espèrent bénéficier de la victoire américaine pour obtenir l'indépendance. Dans cette même logique, les mouvements musulmans fondent des espoirs sur une politique de collaboration avec le vainqueur américain. Mais les accords

¹ Datu : Chef traditionnel dont l'essence du pouvoir était basé sur les liens du sang et le système de clientèle.

signés ne seront pas respectés par les États-Unis et commence le début d'une ère de colonialisme américain dans tout le pays.

Les Moro de Sulu et de Lanao se voient confisquer le pouvoir politique. L'annexion du Sud au reste de l'archipel est envisagée. L'interdiction de s'adonner à la traite d'esclaves est instituée. Tous ces évènements sont le déclencheur d'une nouvelle période de luttes sanglantes, mettant fin au calme qui avait prévalu lors de la période 1899-1902. Durant dix ans cette lutte acharnée entre la résistance musulmane et les corps expéditionnaires américains a fait des dizaines de milliers de morts parmi les populations civiles.

Jusqu'au milieu des années 30, le gouvernement américain tenta de réduire, sans grand succès, le pouvoir musulman dans le sud. Il lance des réformes administratives en créant la notion de propriétés privées et octroie les biens à des populations qui sont souvent des américains, des espagnols, ou des philippins de confession chrétienne. Par ailleurs des redécoupages de zones sont lancés avec pour objectif de prendre en compte des populations chrétiennes et faire baisser par voie de conséquence le pourcentage de musulmans. L'adoption en février 1935, du Quirino-recto colonisation Act, est le signe de départ d'une politique envers le sud. Désormais, elle est présentée comme une « terre promise » et un flux de population du nord vers le sud va être encouragé par le gouvernement. Les Moros sont peu à peu dépossédés de leurs terres ancestrales. Ce flux a pour conséquence de modifier le ratio chrétien – musulman dans cette région du pays. Ce phénomène accroît le sentiment d'oppression au sein de la communauté musulmane. Pour les musulmans, l'administration nationale du pays ne fait que reprendre à son compte la politique de colonisation qu'ont menée les espagnols puis les américains.

Durant l'invasion japonaise de la seconde guerre mondiale, les populations moros entretiennent une lutte de résistance particulièrement vive. Ils obtiennent un soutien financier des États-Unis. Une partie de ces fonds est utilisée pour la construction de lieux de culte et d'écoles religieuses. De plus, cette lutte a permis que de nombreuses armes entre dans cette zone.

À l'issue de la guerre, la politique de colonisation du sud reprend avec un rythme élevé. Dans cette situation, de nombreux actes anti-colons voient le jour et la situation devient de plus en plus instable. Au terme d'une étude qui conclut au manque de sentiment national des Moros, le gouvernement tente une politique d'intégration et de développement à leur profit. Elle se caractérise, entre autres, par un flux de jeunes moros boursiers qui vont à Manille pour des études supérieures. Mais aucune action concrète répondant aux attentes et aux revendications locales n'est mise en œuvre.

En réponse à ce contexte, jugé inacceptable par la classe politique musulmane du pays, l'organisation nationale de libération Moro est créée, en 1966.

Les prémisses avec le MIM

Mais l'année 1968 marque un tournant. Des troupes musulmanes qui devaient préparer une attaque sur l'État de Sabah se mutinent. Leur sort provoque l'émoi et entraîne la formation du Mindanao Independence Movement (MIM)

Le MIM est créé le 1er mai 1968. Ce mouvement est créé par un politicien musulman qui défendait ses intérêts propres. Néanmoins il a réveillé une ferveur indépendantiste des populations musulmanes du

sud. Il fut d'ailleurs rebaptisé Mindanao Independent Movement. Il s'ensuivit la création de milices musulmanes et de milices chrétiennes. Les années 70 et 71 furent très meurtrières. Cette période peut être caractérisée de véritable guerre intestine. Cette lutte a un écho retentissant dans la presse du monde arabe qui évoque un possible génocide à l'encontre des populations musulmanes.

L'embrasement du sud du pays, par la révolte musulmane, et les affrontements du nord, contre les communistes, conduisent le président Marcos à déclarer la loi martiale dans l'ensemble de l'archipel le 21 septembre 1972.

C'est dans ce contexte que va se développer en secret une organisation au rôle de premier plan : le MNLF.

Le Moro National Liberation Front (MNLF) : un mouvement laïc autonomiste

La naissance du mouvement

Le massacre de Jabidah, en mars 1968, a mis le feu aux poudres et a été le point initiateur qui a poussé l'intellectuel Nur Misuari à poser les fondements théoriques de la future organisation du MNLF. Cette organisation voit le jour en 1969 dans la clandestinité, avec les bases d'un comité central provisoire autour d'une demi-douzaine d'acolytes. Ils sont tous des musulmans laïcs pour qui les piliers de la lutte armée pour l'indépendance de la "bangsa¹ moro" sont de nature historique et culturelle, et non religieux. Durant une première étape, ces membres agissent de façon souterraine en usant de leurs positions respectives pour nouer des liens d'influence au sein de la classe politique. Puis à la fin de l'année 70, un groupe de 90 personnes se rend dans une petite île proche des provinces du Sud thaïlandais. Ils vont recevoir, dans le plus grand secret, une formation aux techniques de guerre en jungle. Durant 18 mois, d'anciens instructeurs des forces spéciales britanniques opérant contre la guérilla du parti communiste malais les aguerrissent aux techniques du combat asymétrique. Pour permettre à son organisation de se développer, en 1972, Nur Misuari, réussit par des moyens détournés à obtenir la somme de trois millions et demi de dollars de la part de l'Organisation de la conférence islamique. Ce financement permet d'acquérir de l'armement. La première attaque d'envergure contre les forces gouvernementales en décembre 1972. Le bras armé du MNLF est baptisé "la Bangsa Moro Army". L'engouement pour cette lutte est proportionnel au sentiment d'oppression. Cette armée compte entre 14 000 et 16 000 hommes dès ses débuts.

Des victoires tactiques à la démarche politique

L'équipement de ces guérilleros se compose de mortiers de 90 mm, de fusils-mitrailleurs de fabrication belge de 7.62mm, des fusils lance-grenades. Ces armements ayant été acquis par le truchement de trafiquants d'armes. Les multiples attaques menées en début d'année permettent à cette armée de prendre possession d'une grande partie de territoire. À l'issue de cinq mois d'offensives les rebelles règnent en maîtres absolus sur des nombreuses zones rurales des Sulu et du sud de Mindanao. Peu à peu le MNLF croit et aligne environ 30 000 combattants. De 1972 à 1974, l'ampleur des combats ne fait

¹ Bangsa : (du malais) nation

qu'augmenter. Pour répondre à cette situation le gouvernement mobilise l'essentiel de ses forces. Le paroxysme des combats est atteint avec les combats dans le port et l'aéroport de Jolo et le camp d'Asturia. Cette bataille conduit à la destruction de 75 % de l'ancienne capitale des sultans Sulu, la mort de 900 hommes en quelques heures et le déplacement de 56 000 personnes.

Ces événements provoquent un émoi dans le monde arabo musulman. Nur Misuari laisse la direction des combats aux responsables locaux. Il se tourne vers les nations musulmanes pour obtenir une reconnaissance internationale du mouvement indépendantiste qui vise à la création d'une République bangsa moro englobant l'île de Mindanao, les Sulu et Palawan. Mais il obtient un soutien minimal de l'OCI, qui ne veut pas reconnaître un état Moro souverain, ni soutenir la BMA, ni encore rompre les relations diplomatiques avec le gouvernement philippin.

En revanche l'OCI intervient comme négociateur entre l'état philippin et le MNLF. Une première série de négociations a lieu à Jeddah en 1975 ; une autre en Libye, en 1976. L'accord de Tripoli est signé à la fin de l'année 1976. Il prévoit un cessez-le-feu ainsi que l'établissement d'une zone autonome de 13 treize provinces musulmanes. Mais sachant que 70 % des populations de ces provinces sont de confession chrétienne, le président Marcos s'appuie sur un référendum pour ne pas accorder d'autonomie. De la même façon toutes les négociations suivantes entre les partis seront vouées à l'échec. En 1982, Après dix années de combats acharnés le bilan est d'au moins 100 000 morts et un demi-million de sans-abri.

Le mouvement musulman connaît alors des dissensions croissantes. Deux facteurs internes vont expliquer la radicalisation de plus en plus grande de certains mouvements musulmans d'Asie du sud-est : les mesures de répression dont ils seront toujours l'objet, et la revitalisation de l'islam dans plusieurs pays de la région. Les évolutions que connaissent les sociétés locales depuis les indépendances ont engendré d'importantes transformations qui expliquent le « revivalisme religieux », baptisé da'wah. Ce mouvement prétend fournir une alternative aux transformations que connaissent les sociétés d'Asie du sud-est, tout en luttant contre le matérialisme des sociétés occidentales. Il génère cependant des tensions (entre courants traditionalistes et réformistes, mais aussi entre les dirigeants religieux et les autorités) et donne naissance à de nombreux mouvements.

La direction du MNLF a pour objectif la création d'un gouvernement laïc. Mais en son sein un courant plus fondamentaliste est mené par un des dirigeants de la première heure, Salamat Hashim. En 1977, il est à l'origine d'un mouvement qui vise à destituer Nur Misuari de la direction du MNLF. L'échec de la manœuvre est à l'origine d'une scission et conduit à la création du Nouveau-MNLF.

Le Moro Islamic Liberation Front : MILF

Après sept années, le comité central du Nouveau-MNLF décide d'afficher son orientation religieuse et rebaptise le mouvement d'un nom plus caractéristique : le Moro Islamic Liberation Front, MILF. Le

MILF est plus « islamique » que le MNLF. Hashim SALAMAT¹, son chef, a étudié non seulement à Al-Azahr (en Egypte) dans les années 60 où il se lia aux Frères Musulmans, mais aussi au Pakistan où il fut influencé par Mawdudi du Parti Jamaat i Islami. Le MILF compte 30 000 membres, comprenant 15 000 combattants intégrés au sein des Forces Armées Islamiques Bangsamoro (BIAF) dont quelques milliers sont passés par le théâtre afghan et les camps d'entraînement de l'ISI (les services pakistanais). L'affirmation identitaire de ce mouvement, qui a mis sept ans, s'explique par deux phénomènes. Entre les années 1980 et 1983, le gouvernement pour faire face à la montée en force du mouvement NAP dans le nord procède à un redéploiement de ses forces. De ce fait, il desserre son étreinte sur les régions du sud, laissant une plus grande place à une pratique volontaire de conversion ou de retour à un islam plus rigoureux. Une vague de missionnaires, d'oulémas et de lettrés ayant acquis la connaissance religieuse dans les pays du monde arabe, s'applique à enseigner à la population le retour à la pratique religieuse. Cette islamisation par la base porte ses fruits et le nombre de fidèles s'adonnant à une pratique plus rigoureuse des préceptes s'accroît notablement. Rapidement le MILF devient le plus important mouvement insurrectionnel de la région de Mindanao.

Un mouvement qui refuse la négociation

Porté par ce courant islamique et profitant du contexte, le dirigeant du MILF décide, en 1983, de lancer un Jihad « fi-sabillillah ». Ce Jihad est dirigé contre l'administration gouvernementale et il est la réponse à un événement clé dans l'histoire récente du pays : l'assassinat de l'opposant Benigno Aquino. Cet assassinat a fragilisé le gouvernement en créant un mouvement profond de contestation populaire. Le MILF a décidé de tirer parti de la situation en se lançant dans une vaste campagne d'influence. Utilisant le champ libre obtenu par la baisse de la pression militaire, le comité central cesse son exil et s'installe dans le sud philippin. Par ailleurs, dans les zones contrôlées par la rébellion, il se développe de véritables communautés basées sur les préceptes du Coran.

Le MILF par son fondamentalisme a des difficultés à aborder les négociations avec le gouvernement. Malgré la chute du dictateur en 1986 et la mise en place d'un nouveau gouvernement les relations avec le MILF n'aboutissent pas. Il faut attendre 1992 et le gouvernement du général Ramos pour que des discussions plus concrètes aient lieu.

Dès la fin de l'année 1992, les contacts sont pris par le gouvernement pour organiser une paix séparée avec le MILF et le MNLF. Encore une fois, le caractère très tranché de la position du MILF conduit à un enlisement des discussions. Quittant la table des négociations, le mouvement islamique affiche que contrairement au MNLF, il vise à un objectif unique : l'indépendance du pays moro. Cette attitude favorise un renforcement gouvernemental dans la zone sud. Un nouvel embrasement de la zone provoque de sanglants combats, qui atteignent un maximum en 1995 et 1996.

La vision guerrière de Salamat Hashim s'assouplit et il réalise que la solution ne peut être que politique. En 1996, il accepte les propositions gouvernementales de dialogue. Les négociations se déroulent entre septembre 1996 et janvier 1997. Un accord de cessez-le-feu est obtenu le 7 janvier 1997. La situation

¹ Il fut un des membres fondateurs du MNLF

reste explosive et chaque parti a du mal à imposer sur terrain les accords politiques. Les dirigeants politiques des deux bords mettent en place, en mars 1997, un comité de surveillance du cessez-le-feu pour essayer de stabiliser la poudrière que représente cette zone du sud Mindanao. Au final et après quatorze mois d'efforts mutuels, un accord définitif de cessez-le-feu est signé en novembre 1997. Cette stabilité acquise après de nombreux efforts est de courte durée.

Le nouveau président élu en 1998, monsieur Estrada multiplie les faux-pas. Il favorise un renforcement du dispositif militaire ce qui augmente les altercations et les insurgés. Une nouvelle spirale de violence est déclenchée au début de l'année 2000. Le président se rend sur zone et cet ancien acteur organise une campagne médiatique où il consomme du porc et de la bière sur fond camp musulman repris par les forces gouvernementales. Tous les partisans musulmans ressentent une profonde humiliation. La réponse est immédiate. Le Sheikh Salamat Hashim déclare que la terre moro est désormais terre de guerre.

La stratégie est modifiée en profondeur. La guerre de position est abandonnée au profit d'une guerre de guérilla offensive. De nombreux raids meurtriers sont menés dans toute la région, principalement contre des unités gouvernementales mais aussi contre les paysans et les populations de confession catholique. Cela entraîne une réplique par des milices chrétiennes qui voient le jour. Une véritable guerre civile à caractère religieux déchire la région. Il faut attendre, janvier 2001, la destitution du président Estrada et la nomination à la présidence de madame Gloria Macapagal-Arroyo pour que la situation évolue. Une trêve, qui semble fragile, est signée à l'été 2001.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont des conséquences sur la situation dans cette zone du monde. Désormais, les États-Unis lancent une vaste opération mondiale de lutte contre le terrorisme. En 2003, une opération militaire menée en coopération les Américains, conduit à la découverte de documents qui démontrent des liens entre le MILF et la nébuleuse Ben Laden.

Dès lors le MILF est accusé d'association avec des organismes terroristes, en particulier avec la Jemaah Islamiyah. Cette association possible va bloquer les négociations. Le gouvernement exigeant que le MILF autorise des structures indépendantes à contrôler ses sites pour s'assurer de l'absence de tous liens terroristes. Le gouvernement fait peser la menace d'une classification du mouvement indépendantiste comme groupes terroriste. Cela aurait pour conséquence de saper la crédibilité indépendantiste et permettrait l'intervention massive de forces américaines. Sous la pression, le nouveau numéro un du MILF signe un accord avec le gouvernement où il s'engage à apporter son aide dans la lutte contre les groupuscules terroristes. De son côté le gouvernement reconnaît officiellement le caractère non-terroriste du MILF et le considère comme un interlocuteur essentiel dans le règlement du conflit qui secoue le sud du pays.

Au final, le mouvement indépendantiste modère son discours vers une revendication plus orientée vers une reconnaissance des domaines ancestraux moros et un appel à l'auto-gouvernance.

Cette attitude d'ouverture si elle présage d'un apaisement dans la zone, elle risque d'être une raison de scission des plus extrémistes.

Conclusion

Le projet politique porté par la guérilla est l'âme de la lutte. Il alimente la cohésion et l'union des dirigeants et crée la dynamique d'adhésion et de soutien de la population. Les directions stratégiques et tactiques des classes dirigeantes doivent être basées sur l'analyse réaliste de la situation et appuyées par les connaissances théoriques nécessaires à la conduite de la lutte. Les guérillas qu'ont connues et connaissent encore les Philippines donnent raison à Robert Taber quand il dit que « *sans but politique, la guérilla est vouée à l'échec et aussi si ce but ne coïncide pas avec les aspirations du peuple... La guérilla est donc politique dans son essence* »¹. Cela explique en partie l'échec Huk dans sa rébellion contre le pouvoir, dont les dirigeants ignoraient qu'« *il ne faut pas croire que l'impulsion donnée par l'activité de guérilla crée toutes les conditions de la révolution* » comme l'a écrit Che GUEVARA. L'existence de ce ciment idéologique au sein de la lutte révolutionnaire menée par la NAP est sans doute un des secrets de sa longévité et de l'influence grandissante du parti communiste philippin au sein de la vie politique du pays. Même si elle est basée sur un lien ethnique et religieux, la lutte des musulmans Moro a su adapter ses revendications pour rendre possible leur projet de reconnaissance par une autonomie partielle. Toutes ces guérillas reposent sur un mécontentement populaire. L'orchestration de ce sentiment par les mouvements révolutionnaires ou indépendantistes pour animer un soutien des masses reste le levier essentiel pour alimenter les guérillas. La contre-insurrection dans son aspect militaire ne suffit pas à endiguer le mal. En s'attaquant à l'origine du mécontentement, les gouvernements peuvent fragiliser la contestation. La manœuvre pour satisfaire les attentes agraires des paysans huks est un exemple de cercle vertueux dans la lutte contre la guérilla.

Mais les guérillas dérivent parfois dans leur lutte guerrière à finalité politique. Les difficiles conditions de vie des guérilleros et l'accès permanent à la violence, entraînent certains combattants à commettre des exactions et à s'orienter vers du banditisme par appât du gain. Cette dérive maffieuse qui transforme des groupes en réseaux de trafiquants de drogue est une des conséquences d'une guérilla qui perdurent sans véritable soutien extérieur. Par ailleurs, l'extrémisme de certains groupes ne permet ni de porter un projet politique négociable, ni d'obtenir le soutien de masse de la population. Cette situation d'enfermement est à l'origine de la création de groupement à caractère terroriste. Cette double approche de recherche d'argent et d'extrémisme (souvent religieux) génère des scissions au sein des guérillas. C'est dans ce contexte que le groupe Abu Sayyaf a vu le jour. Même si liens entre les guérillas et les mouvements terroristes sont difficiles à établir. Les guérillas peuvent représenter un foyer d'alimentation pour les mouvements terroristes. Dans la lutte contre le terrorisme, l'éradication des mouvements chroniques de guérillas supprimerait une source de génération et de protection des extrémistes.

¹ TABER Robert, *la guerre de la puce*, P80

TABLE DES MATIERES

Introduction	1
1 La théorie des Guérillas	2
1.1 Petite histoire de la guérilla	2
1.2 Les bases de la guérilla.....	3
1.3 L'art de la guérilla.....	5
2 Les Philippines et ses guérillas.....	10
2.1 Les Philippines : un contexte favorable aux guérillas.....	10
<i>Une géographie propice aux guérillas.....</i>	<i>10</i>
<i>La population et les religions</i>	<i>11</i>
<i>Les réalités économiques.....</i>	<i>11</i>
<i>La politique intérieure</i>	<i>12</i>
<i>Une structure sociale féodale</i>	<i>13</i>
<i>Un soutien américain</i>	<i>13</i>
<i>Les Philippines et les guérillas</i>	<i>14</i>
2.2 La rébellion HUK : un échec	15
<i>L'histoire des huks.....</i>	<i>15</i>
<i>La contre-insurrection du gouvernement.....</i>	<i>16</i>
<i>L'action militaire</i>	<i>16</i>
<i>La réforme agraire du sud et le déplacement des populations</i>	<i>17</i>
<i>Les erreurs fatales de la stratégie HUK.....</i>	<i>18</i>
2.3 La NAP : La nouvelle armée du peuple.....	20
<i>Dans le courant de la lutte révolutionnaire.....</i>	<i>20</i>
<i>Les atouts de la NAP</i>	<i>23</i>
<i>Une erreur d'analyse et d'orientation.....</i>	<i>25</i>
2.4 La révolte Islamique :MNLF, MILF	26
<i>Une minorité opprimée par les pouvoirs colonialistes.....</i>	<i>26</i>
<i>Les prémisses avec le MIM</i>	<i>27</i>
<i>Le Moro National Liberation Front (MNLF) : un mouvement laïc</i> <i>autonomiste.....</i>	<i>28</i>
<i>Le Moro Islamic Liberation Front(MILF) : MILF</i>	<i>29</i>
Conclusion	32
Table des matières	33
Annexes.....	34
Bibliographie.....	36

Ouvrages consultés :

La théorie de la guérilla

- CHALIAND Gérard, *Guérilla et terrorisme*, éditions Flammarion, 1985
- CHALIAND Gérard, *MAO stratège révolutionnaire*, éditions du Félin, 2002
- CHALIAND Gérard, *Stratégies de la guérilla*, éditions bibliothèque Payot, 1994
- COUTAU-BEGARIE Hervé, *Traité de stratégie*, éditions Economica, 2006
- MAO-TSE-TOUNG, *La stratégie de la guerre révolutionnaire en Chine*, éditions sociales, 1951
- OSANKA Franklin Mark, *Modern guerrilla warfare*, éditions Free press of Gencoe, 1962
- T.E LAWRENCE, *Guérilla dans le désert*, éditions
- T.E LAWRENCE, *les sept piliers de la sagesse*, éditions Payot, 1936
- TABER Robert, *La guerre de la puce*, éditions Julliard, 1965
- SUN TZU, *L'art de la guerre*, éditions Flammarion

Les Philippines et les guérillas

- ABINALES Patricio N. et AMOROSO Donna J., *State and society in the Philippines*, éditions Rowman et Littlefield, 2006
- BALENCIE Jean-Marc et de LA GRANGE Arnaud, *Mondes rebelles*, éditions Michalon, 2001
- DASSE Martial, *Les guérillas en Asie du Sud-Est*, aux éditions L'Harmattan
- DAVID Randolph S., *Reflections on sociology & Philippine society*, éditions University of the Philippines Press,
- KANE Solomon, *La Croix et le Kriss*, éditions IRASEC- les indes savantes, 2006
- POMEROY William J., *Les huks dans la forêt des Philippines*, éditions François Maspero, 1968

Sites Internet consultés

1/ Sites d'actualité

<http://www.asiasource.org>

<http://www.atimes.com>

<http://www.lefigaro.fr>

2/ Géostratégie

<http://www.diploweb.com>

3/ Actualités politico-militaire

http://www.fas.org/man/dod-101/navy/unit/fleet_n.htm

<http://www.defensenews.com>

4/ Questions politico-stratégiques

<http://www.ipcs.org/India.jsp> (Institute of Peace and Conflict Studies)

<http://www.csis.org/programs/issues.htm> (Center for Strategic and International Studies)

<http://www.ifri.org> (Institut français de Relations Internationales)

<http://www.ceri-sciencespo.com/themes/asia/presentation.htm>

<http://www.idss.edu.sg> (Institute of Defence and Strategic Studies)

<http://www.apcss.org> (Asia-Pacific Center for Security Studies)

<http://www.esisc.org> (European Strategic Intelligence and Security Center)